



# Courant Communiste International

Deuxième semestre 2018

# Revue Internationale

## Présentation de la Revue

*Révolution en Allemagne*

**Il y a 100 ans,  
le prolétariat faisait trembler la bourgeoisie**

**Rapport sur les tensions impérialistes  
(Juin 2018)**

*Cinquante ans depuis Mai 1968*

**Les avancées et les reculs de la lutte de classe**

*À propos de nos réunions publiques  
sur le cinquantenaire de Mai 68*

**Mai 68 a-t-il vraiment signifié la fin  
de près d'un demi-siècle de contre-révolution ?**

*Le communisme est à l'ordre du jour*

**Castoriadis, Munis et le problème  
de la rupture avec le trotskisme (1e partie)**

# 161

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can  
Parait tous les 6 mois

## 1 **Présentation de la Revue**

*Révolution en Allemagne*

## 3 **Il y a 100 ans, le prolétariat faisait trembler la bourgeoisie**

La force de la classe ouvrière

Le machiavélisme de la bourgeoisie

Les illusions démocratiques de la classe ouvrière et les faiblesses du KPD

En conclusion

## 7 **Rapport sur les tensions impérialistes (Juin 2018)**

La politique impérialiste américaine : du gendarme mondial  
au principal propagateur du chacun pour soi

Chine : une politique visant à éviter une confrontation trop directe

La montée des leaders forts et de la rhétorique belliqueuse

La tendance à la fragmentation de l'UE

*Cinquante ans depuis Mai 1968*

## 10 **Les avancées et les reculs de la lutte de classe**

Les avancées de la lutte de classe entre 1968 et 1988

Le tournant de 1989

*À propos de nos réunions publiques sur le cinquantenaire de Mai 68*

## 15 **Mai 68 a-t-il vraiment signifié la fin de près d'un demi-siècle de contre-révolution ?**

L'histoire de la lutte de classe est faite d'avancées et de reculs

La période 1924 – 1967 : la plus profonde contre-révolution  
jamais subie par la classe ouvrière

Mai 68, Fin de la contre-révolution

La reprise internationale de la lutte de classe à partir de 1968

Le prolétariat frein à la guerre

Le prolétariat face à la décomposition du capitalisme

*Le communisme est à l'ordre du jour*

## 25 **Castoriadis, Munis et le problème de la rupture avec le trotskisme (1<sup>e</sup> partie)**

Des remous dans le milieu prolétarien

**Salut à socialisme ou Barbarie (*Internationalisme* n° 43, juin / juillet 1949)**

# Présentation de la Revue

Il y cent ans, nous étions au cœur de la vague révolutionnaire mondiale, plus précisément de la révolution en Allemagne, un an après la prise du pouvoir politique par le prolétariat en Russie, en octobre 1917. De la même manière que nous avons salué ce dernier événement dans notre presse en lui dédiant un Manifeste<sup>1</sup>, nous voulons attirer l'attention de nos lecteurs sur la révolution en Allemagne, au sujet de laquelle nous publions un article dans ce numéro de la *Revue internationale*, "**Révolution en Allemagne : il y a 100 ans, le prolétariat faisait trembler la bourgeoisie**".

À son tour, cette fraction du prolétariat mondial s'élançait à l'assaut du ciel, l'avant dans sa lutte de classe solidaire et héroïque les souillures et infamies de la boucherie impérialiste, pour en finir avec la barbarie capitaliste. Comme en Russie, elle avait fait surgir des conseils ouvriers, organes d'unification de tous les ouvriers et de la future prise du pouvoir politique. Alors qu'elle éclate dans le pays le plus industrialisé du monde capitaliste, avec la classe ouvrière la plus nombreuse, la révolution en Allemagne constitue potentiellement une possibilité de rompre l'isolement du pouvoir prolétarien en Russie et d'extension de la révolution à l'Europe. La bourgeoisie ne s'y est d'ailleurs pas trompée puisqu'elle met fin à la guerre impérialiste en signant l'armistice du 11 novembre 1918 alors que, justement, la poursuite de celle-ci constituait un facteur de radicalisation des masses, de démythification de toutes les fractions de la bourgeoisie, les plus "à gauche" en particulier, comme cela avait été les cas en Russie dans les mois qui suivirent la révolution de février 1917. De plus, alors que la plupart des fractions de droite de l'appareil d'État étaient en pleine dislocation du fait du désastre militaire, la bourgeoisie allemande a su tout miser sur la social-démocratie traîtresse pour affaiblir et écraser la révolution et la classe ouvrière en Allemagne. C'est un enseignement fondamental pour la révolution du futur, laquelle trouvera sur son chemin toutes les fractions de la gauche et de l'extrême gauche du capital qui feront tout pour défaire le prolétariat. Le CCI a dédié de nombreux articles à la révolution en Allemagne dont deux séries que nous recomman-

—  
dons à nos lecteurs<sup>12</sup>.

L'échec de la révolution en Allemagne signait celui de la vague révolutionnaire mondiale de 1917-23. Elle ouvrait une profonde période de contre-révolution, laissant libre cours au déchainement de la barbarie capitaliste, avec en particulier la Deuxième Guerre mondiale qui a battu tous les sinistres records de barbarie de la Première Guerre. Mais à la différence de celle-ci, le prolétariat, écrasé physiquement et idéologiquement, n'a pas été capable de se manifester sur son terrain de classe à travers des soulèvements révolutionnaires. Si bien que le recul dans sa conscience s'est encore approfondi durant deux décennies, jusqu'à ce que les événements de Mai 1968 viennent témoigner d'une modification profonde de l'ambiance sociale. De nouvelles générations de prolétaires, n'ayant pas comme leurs aînés été exposées au rouleau-compresseur de la contre-révolution et aiguillonnées par les premières manifestations de la crise ouverte du capitaliste, n'hésitaient pas à remettre en cause l'encadrement des luttes par les partis staliniens et les syndicats. Ainsi, le prolétariat reprenait enfin le chemin du développement de sa lutte et de sa conscience. Dans ce numéro, nous publions un article "**À propos de nos réunions publiques sur le cinquantenaire de Mai 68, Mai 68 a-t-il vraiment signifié la fin de près d'un demi-siècle de contre-révolution ?**" au sein duquel nous ar-

gumentons notre réponse affirmative à la question posée. L'écriture de cet article avait plus particulièrement été motivée par une double difficulté que nous avons pu constater chez beaucoup de participants aux réunions publiques du CCI sur le cinquantenaire de Mai 1968. D'une part, "*la connaissance insuffisante de ce qu'a été la période de contre-révolution mondiale ouverte avec la défaite de la première vague révolutionnaire, et de ce fait une difficulté à saisir vraiment ce que veut dire une telle période pour la classe ouvrière et sa lutte*". D'autre part, une difficulté à appréhender la dynamique d'ensemble de la période ouverte avec Mai 68, du fait de manifestations bien réelles de la barbarie capitaliste et de la décomposition de cette société, qui parfois rendent plus difficiles de saisir la persistance de la lutte de classe et les possibilités futures de son développement.

En fait, avec cette *Revue*, nous poursuivons un travail de bilan de l'évolution de la société depuis Mai 1968, initié dans le numéro précédent et au sein duquel nous avons publié un article faisant le point sur l'évolution et l'aggravation de la crise économique depuis 1968, "Cinquante ans depuis Mai 1968, l'enfoncement dans la crise économique". Comme nous l'avions souligné en conclusion de cet article, "*C'est une chose de montrer que nous avons raison de prévoir la réapparition de la crise économique ouverte en 1969, et de donner un cadre pour expliquer pourquoi cette crise serait une affaire au long cours. C'est une tâche plus difficile de montrer que notre prédiction d'une reprise de la lutte de classe internationale s'est aussi confirmée.*" C'est à cette tâche qu'est consacré le deuxième article de la série "**Cinquante ans depuis Mai 1968, les avancées et les reculs de la lutte de classe**", publié dans ce numéro. Pour la période allant de 1968 à la fin des années 1980, concernant l'évolution du rapport de force entre les classes, l'article met en évidence "*20 ans de lutte qui avaient empêché la marche à la guerre, et qui d'ailleurs avaient vu des développements importants de la conscience de classe*", mais qui n'avaient cependant pas permis à la

1. "Manifeste du courant communiste international sur la révolution d'octobre 1917 en Russie", *Revue internationale* n° 159.

2. "Il y a 90 ans, la révolution allemande" : série de 5 articles, dont le premier fut publié dans le n° 133 de la *Revue* et le dernier dans le n° 137 ; "Révolution allemande" : série de 13 articles, dont le premier fut publié dans le n° 81 de la *Revue* et le dernier dans le n° 99.

classe ouvrière de "développer la perspective de la révolution, de poser sa propre alternative politique à la crise du système". Durant ces vingt années, "La bourgeoisie n'avait pas infligé une défaite historique décisive à la classe ouvrière, et n'était pas capable de la mobiliser pour une nouvelle guerre mondiale". Il en est résulté une sorte de blocage historique entre les classes où, privé de toute issue mais toujours enfoncé dans une crise économique de longue durée, le capitalisme commençait à pourrir sur pied, et cette pourriture affectait la société capitaliste à tous les niveaux. Ce diagnostic avait été puissamment confirmé par l'effondrement du bloc de l'Est qui, en retour, avait considérablement accéléré le processus de décomposition à l'échelle mondiale.

Dans son sillage, les campagnes de la bourgeoisie mondiale sur la mort du communisme, sur l'impossibilité pour la classe ouvrière de proposer une alternative viable au capitalisme, ont porté d'autres coups à la capacité de la classe ouvrière internationale – en particulier dans les pays centraux du système – à engendrer une perspective politique. Si bien qu'il en a résulté une situation de profond recul de la lutte de classe. Dans les trois dernières décennies, le recul de la conscience dans la classe ouvrière n'a pas seulement continué, mais s'est approfondi, causant une espèce d'amnésie vis-à-vis des acquis et des avancées de la période 1968-1989, alors que l'ambiance sociale de décomposition et d'extension de la barbarie guerrière sur la planète constitue un contexte très défavorable. Les périls pour l'humanité n'ont jamais été aussi grands : "Le déclin du capitalisme et la décomposition amplifient certainement la menace que la base objective d'une nouvelle société puisse être définitivement détruite si la décomposition avance au-delà d'un certain point". Il faut leur faire face lucidement : "Nous devons faire face à la réalité de toutes ces difficultés et en dégager les conséquences politiques pour la lutte pour changer la société." La classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot : "Mais, dans notre vision, alors que le prolétariat ne peut éviter la dure école des défaites, les difficultés croissantes et même des défaites partielles ne sont pas encore parvenues au point de signifier une défaite historique de la classe et la disparition

de la possibilité du communisme ... même dans sa dernière phase, le capitalisme produit encore les forces qui peuvent être employées pour le renverser. Dans les termes du Manifeste Communiste de 1848, "ce que produit, par-dessus tout, la bourgeoisie, c'est son propre fossoyeur".

Dans le cadre de notre suivi de l'évolution des tensions impérialistes, nous publions un **rapport sur la situation impérialiste** adopté en juin 2018. Depuis lors, les événements ont très clairement confirmé une idée principale de ce rapport, à savoir que les États-Unis sont devenus le principal propagateur de la tendance au "chacun pour soi" au niveau mondial, au point de détruire les instruments de son propre "ordre mondial". Une expression en a été la visite de Trump en Europe, pour le sommet de l'OTAN en juin 2018<sup>3</sup>. À cette occasion, il a proféré des menaces le mettant en conflit direct avec ceux qui, jusqu'à présent, ont défendu les intérêts impérialistes mondiaux du capital américain. En effet, selon les menaces en question, si les "alliés" européens n'augmentaient pas leurs budgets militaires en fonction des exigences américaines, les États-Unis pourraient faire cavalier seul, voire quitter l'OTAN. Dans le même temps, les résultats du sommet de l'OTAN n'ont pu que renforcer la détermination des pays membres européens à augmenter leurs dépenses militaires et ... à gagner plus de marge de manœuvre en dehors de la zone de contrôle des États-Unis. Les ultimatums de Trump ont été un prétexte bienvenu pour accélérer ce processus, renforçant les ambitions européennes de développer de nouvelles structures militaires au sein de l'UE ou à l'extérieur, en particulier entre la France et l'Allemagne, mais aussi avec le Royaume-Uni (indépendamment du Brexit). Dans ce même rapport, nous écrivons également à propos des États-Unis : "Leur alliance apparemment paradoxale avec Israël et l'Arabie Saoudite conduit à une nouvelle configuration des forces au Moyen-Orient (avec un rapprochement croissant entre la Turquie, l'Iran et la Russie) et accroît le danger d'une déstabilisation générale de la région, d'affrontements plus nombreux entre

les principaux requins et de guerres sanglantes plus étendues". C'est ce que vient de confirmer avec éclat la crise ouverte par l'assassinat dans le consulat saoudien à Istanbul du journaliste Jamal Khashoggi. Français, Allemands, Américains, tous mettant un "empressement" très différent à soutenir Ankara, ajusté à leurs propres intérêts impérialistes et économiques immédiats. De même, "la montée des leaders forts et de la rhétorique belliqueuse" dont il est question dans ce rapport a également connu une nouvelle expression dans l'élection récente d'un président d'extrême-droite, Bolsonaro, lors des récentes présidentielles au Brésil.

Nous republions l'article "Salut à Socialisme ou Barbarie" venant du n° 43, juin / juillet 1949 d'*Internationalisme*, qui est la prise de position de ce groupe face au premier numéro de la revue *Socialisme ou Barbarie*. Cette publication est effectuée dans le cadre de la première partie d'un article de notre revue, "Castoriadis, Munis et le problème de la rupture avec le trotskisme" de la série "Le communisme est à l'ordre du jour de l'histoire". En fait, la Fraction française de la Gauche Communiste Internationale, et par la suite la Gauche Communiste de France, étaient vivement intéressées à discuter avec tous les groupes prolétariens internationalistes qui avaient survécu à la guerre. En dépit de sa caractérisation du trotskisme officiel comme appendice du stalinisme, *Internationalisme* était ouvert à la possibilité que des groupes émergent du trotskisme - à condition qu'ils aient rompu totalement avec ses positions et pratiques contre-révolutionnaires (abandon de l'internationalisme mais aussi parce que sa vision de la transformation sociale demeurerait fermement dans les limites du capitalisme) pouvaient évoluer dans une direction positive.

Cet article d'*Internationalisme* est un bon exemple de la méthode employée par la GCF dans ses relations avec les rescapés du naufrage du trotskisme dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale : un accueil fraternel envers un nouveau groupe que la GCF reconnaît comme appartenant clairement au camp révolutionnaire, en dépit des nombreuses différences dans la

3. À ce sujet, lire l'article de notre site "Trump en Europe : une expression du capitalisme dans la tourmente".



## Révolution en Allemagne

# Il y a 100 ans, le prolétariat faisait trembler la bourgeoisie

Un tel titre peut paraître bien curieux aujourd'hui tant cet immense événement historique est tombé totalement dans l'oubli. La bourgeoisie est parvenue à l'effacer de la mémoire ouvrière. Pourtant, en 1918, tous les regards sont bien tournés vers l'Allemagne, des regards emplis d'espoir pour le prolétariat, d'épouvante pour la bourgeoisie.

La classe ouvrière vient de prendre le pouvoir en Russie ; c'est Octobre 1917, les soviets, les bolcheviks, l'insurrection... Or, comme l'écrit Lénine : "*La Révolution russe n'est qu'un détachement de l'armée socialiste mondiale, et le succès et le triomphe de la révolution que nous avons accomplie dépendent de l'action de cette armée. C'est un fait que personne parmi nous n'oublie (...). Le prolétariat russe a conscience de son isolement révolutionnaire, et il voit clairement que sa victoire a pour condition indispensable et prémisses fondamentales, l'intervention unie des ouvriers du monde entier.*" ("Rapport à la Conférence des comités d'usines de la province de Moscou", 23 juillet 1918).

L'Allemagne est le verrou entre l'Est et l'Ouest. Une révolution victorieuse ici, alors s'ouvre la porte de la lutte de classe au reste du vieux continent, l'embrasement révolutionnaire en Europe. Aucune des bourgeoisies ne veut voir ce verrou "tomber". C'est pour cela que la classe dominante va concentrer sur elle toute sa haine comme ses pièges les plus sophistiqués : la révolution du prolétariat en Allemagne était l'enjeu majeur pour la réussite ou l'échec de la révolution mondiale dé-

butée en Russie.

### La force de la classe ouvrière

**1914.** La guerre mondiale éclate. S'en suivent quatre années, durant lesquelles le prolétariat endure la pire boucherie de l'histoire de l'humanité : les tranchées, les gaz, la faim, les millions de morts... Quatre années durant lesquelles les syndicats et la social-démocratie profitent de leur glorieux passé prolétarien - qu'ils trahirent en 1914 en soutenant l'effort de guerre de la bourgeoisie - et de la confiance que leur accordent les ouvriers au nom de ce même passé pour leur imposer les pires sacrifices et justifier l'effort de guerre.

Mais durant ces quatre années, la classe ouvrière développe aussi peu à peu sa lutte. Dans toutes les villes, les grèves et les troubles dans l'armée ne cessent de se multiplier. Évidemment, en face, la bourgeoisie ne reste pas inerte, elle riposte même férocement. Les meneurs dans les usines, mouchardés par les syndicats, sont arrêtés. Des soldats sont exécutés pour indiscipline ou désertion.

**1916.** Le 1<sup>er</sup> mai, Karl Liebknecht scande : "*A bas la guerre ! A bas le*

*gouvernement !*" Rosa Luxemburg est incarcérée, tout comme d'autres révolutionnaires : Meyer, Eberlein, Mehring (alors âgé de 70 ans !)<sup>1</sup>. Karl Liebknecht<sup>2</sup> est envoyé sur le front. Mais cette répression ne suffit pas à faire taire le mécontentement... au contraire ! L'agitation gronde toujours plus dans les usines.

**1917.** Les syndicats sont de plus en plus critiqués. Apparaissent les *Obleute*, délégués d'usines, constitués essentiellement de délégués syndicaux de "base" ayant rompu avec les directions des centrales. Surtout les ouvriers en Allemagne sont inspirés par le courage de leurs frères de classe de l'Est, le souffle de la révolution d'Octobre se fait de plus en plus sentir.

**1918.** La bourgeoisie allemande est consciente du danger, elle sait que l'enlisement dans la guerre doit absolument cesser. Mais la partie la plus arriérée de la classe dominante, issue de l'aristocratie, et notamment l'aristocratie militaire, ne comprend pas la manœuvre et ses enjeux politiques, refusant tout accord de paix et toute défaite. Concrètement, en novembre, les officiers de la marine, basés à Kiel, refusent de se rendre sans combattre, préférant mourir "pour l'honneur"... avec leurs soldats bien évidemment ! Les marins se mutinent sur plusieurs navires, et sur plusieurs également flotte le drapeau rouge. Ordre est alors donné aux navires "non gangrenés" de tirer. Les mutins capitulent, refusant de retourner les armes contre leurs frères et sœurs de classe. Ils s'exposent ainsi à la sentence de mort. Par solidarité avec les condamnés, une vague de grève se propage, elle touche les marins puis les ouvriers de Kiel. S'inspirant de la révolution d'Octobre,



méthode et la vision des deux groupes. Mais sans illusion et avec la claire conscience que le lourd héritage du trotskisme continuerait de peser négativement pendant très longtemps sur les éléments concernés, et pourrait même être fatal si n'intervenait pas une remise en cause profonde de leurs origines. Cette démarche, qui demeure tout à fait valable aujourd'hui, est aussi celle du CCI. La deuxième partie de cet article peut déjà être lue sur notre site. Elle traite spécifiquement des cicatrices que laisse le trotskisme sur ceux qui, après l'avoir quitté, se situent véritablement du côté de la révolution prolétarienne, comme ce fut le cas pendant un certain temps seulement pour Castoriadis et toute sa vie, par la suite, pour Munis.

La rédaction (02 11 2018)

1. Tous trois firent partie de la minorité du SPD qui refusa les crédits de guerre et rejoignirent la ligue spartakiste.

2. Avec Rosa Luxemburg, l'un des deux dirigeants les plus connus et persécutés de la ligue spartakiste.

la classe ouvrière prend ses luttes en main et crée **les premiers conseils de marins et d'ouvriers**. La bourgeoisie en appelle alors à l'un de ses chiens de garde les plus fidèles : la social-démocratie. Ainsi, Gustav Noske, dirigeant du SPD, spécialiste de la question militaire et du "*maintien du moral des troupes*" (sic !), est envoyé sur place pour calmer et étouffer le mouvement. Mais il arrive trop tard, les conseils de soldats propagent leurs revendications : un mouvement spontané gagne d'autres villes portuaires, puis les grands centres ouvriers de la Ruhr et de Bavière. **L'extension géographique des luttes est en marche**. Noske ne peut plus agir frontalement. Le 7 novembre, le conseil ouvrier de Kiel appelle à la révolution, proclamant : "*Le pouvoir est entre nos mains*". Le 8 novembre, pratiquement tout le nord-ouest de l'Allemagne est aux mains de conseils ouvriers. Dans le même temps, en Bavière et en Saxe, les événements poussent à la démission des petits seigneurs locaux. Dans toutes les villes de l'empire, de Metz à Berlin, se répandent les conseils ouvriers.

C'est précisément la généralisation de ce mode d'organisation politique, véritable moteur du combat de classe, qui fait trembler la bourgeoisie. L'organisation de la classe en conseils ouvriers avec des représentants élus, responsables devant l'assemblée et révocables à tout instant est un mode d'organisation extrêmement dynamique. Il n'est rien de moins que l'expression d'un véritable processus révolutionnaire. C'est le lieu où toute la classe ouvrière, de manière unitaire, débat de sa lutte et de la prise en main de la société, de la perspective révolutionnaire. Avec l'expérience de 1917, la bourgeoisie l'a d'ailleurs trop bien compris. C'est pourquoi elle va s'atteler à pourrir de l'intérieur ces conseils ouvriers, en profitant des illusions encore très grandes de la classe ouvrière envers son ancien parti, le SPD. Noske est élu à la tête du conseil ouvrier de Kiel. Cette faiblesse de notre classe aura des conséquences tragiques pour les semaines à venir.

Mais pour l'heure, au matin du 9 novembre 1918, la lutte poursuit son développement. À Berlin, les ouvriers se mobilisent et passent devant les casernes pour rallier les soldats à leur cause et devant les prisons pour libérer leurs

frères de classe. La bourgeoisie est alors consciente que la paix doit être immédiate et que le régime du *Kaiser* doit tomber. Elle a tiré les leçons des erreurs de la bourgeoisie russe. Le 9 novembre 1918 Guillaume II est destitué. Le 11 novembre, l'armistice est signé.

La lutte des ouvriers en Allemagne a précipité la fin de la guerre, mais c'est bien la bourgeoisie qui signe le traité de paix et qui va se servir de cet événement pour œuvrer contre la révolution.

### **Le machiavélisme de la bourgeoisie**

Voici un très bref résumé de l'état du rapport de force au début de la guerre civile en novembre 1918 :

– D'un côté, la classe ouvrière est extrêmement combative. Elle a su étendre les conseils ouvriers à l'ensemble du pays avec une très grande rapidité. Mais elle est pétrie d'illusions sur son ancien parti, le SPD ; elle laisse même ces traîtres aux plus hautes responsabilités au sein de ses conseils, comme Noske à Kiel. Les organisations révolutionnaires, les *Spartakistes* et les différents groupes de la gauche révolutionnaire, mènent le combat politique, ils assurent leur rôle d'orientation des luttes, ils mettent en avant la nécessité de jeter un pont vers la classe ouvrière en Russie, ils démasquent les manœuvres et le travail de sabotage de la bourgeoisie, ils reconnaissent le rôle fondamental des conseils ouvriers.

– De l'autre côté, la bourgeoisie allemande, une bourgeoisie extrêmement expérimentée et organisée, est consciente de l'efficacité entre ses mains de l'arme du SPD. Tirant les leçons des événements en Russie, elle a clairement identifié le danger que représentaient la poursuite de la guerre et l'apparition de conseils ouvriers. **Tout le travail de sape du SPD va donc être de s'immiscer dans le processus révolutionnaire en dévoyant la lutte vers la démocratie bourgeoise**. Pour ce faire, la bourgeoisie va attaquer sur tous les fronts : de la propagande calomnieuse à la répression la plus féroce en passant par les multiples provocations.

Le SPD reprend donc à son compte le mot d'ordre de la révolution : "fin de la guerre" tout en prônant "l'unité du parti" et va faire oublier son rôle pré-

pondérant dans la marche à la guerre. En signant le traité de paix, le SPD exploite les faiblesses du prolétariat, utilise le poison démocratique et met de côté ce qu'il y avait pour lui de plus insupportable pour les ouvriers : la guerre et ses désastres, la famine. Pour enfoncer un peu plus le clou, la social-démocratie trouve un bouc-émissaire de circonstance tout désigné : l'aristocratie militaire et la monarchie.

Mais le plus grand danger pour la bourgeoisie demeure les conseils et le mot d'ordre "*Tout le pouvoir aux soviets*" venu de Russie. La révocabilité des délégués posait un réel problème à la bourgeoisie, car elle permettait aux conseils de se renouveler et de se radicaliser constamment. Les conseils sont donc assaillis par les représentants fidèles du SPD, surfant sur les illusions sur ce vieux parti "ouvrier" encore existantes. Les conseils sont gangrenés de l'intérieur, vidés de leur substance, par des dirigeants du SPD connus (Noske à Kiel, Ebert à Berlin) ou non. Le poison démocratique y est déversé, au travers notamment du soutien au projet d'élection d'une assemblée constituante. L'objectif est clair : neutraliser les conseils ouvriers en éliminant leur caractère révolutionnaire. Le congrès national des conseils tenu à Berlin le 16 décembre 1918 en est le plus bel exemple :

– les délégués représentant des soldats sont surreprésentés par rapport aux délégués ouvriers, lesquels étaient en général bien plus à gauche que les soldats (1 délégué pour 100 000 soldats dans le premier cas, 1 pour 200 000 habitants dans le second) ;

– l'accès au congrès est interdit à la délégation russe. Exit l'internationalisme !

– l'accès au congrès est interdit aux non-ouvriers, c'est à dire que chaque membre apparaît sous sa profession. Ainsi, les membres de la *Ligue Spartakus* ne sont pas autorisés à rentrer (notamment Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht). Exit la gauche révolutionnaire ! Même sous la pression de quelques 250 000 manifestants, le congrès ne fléchira pas !

**Le système de conseils est une agression au capitalisme et à son fonctionnement démocratique**. La bourgeoisie en est pleinement consciente. C'est pourquoi elle agit ainsi, de l'intérieur. Mais elle sait aussi

que le temps ne joue pas en sa faveur et que l'image du SPD s'étiole. La révocabilité des délégués élus est un danger trop important pour le SPD qui tente de garder le contrôle de la situation. Il a donc dû précipiter les événements, tandis que le prolétariat avait besoin de temps pour mûrir, pour se développer politiquement.

Parallèlement à ces manœuvres idéologiques, le lendemain du 9 novembre, **Ebert et le SPD passent des accords secrets avec l'armée pour écraser la révolution.** Ils multiplient les provocations, mensonges et calomnies pour mener à l'affrontement militaire. Mensonges et calomnies, notamment à l'encontre du *Spartakusbund* qui "assassine, pille, et appelle les ouvriers à verser encore leur sang..." Ils appellent au meurtre de Liebknecht et Luxemburg. Ils créent une "armée blanche" : les *Freikorps*, ou corps francs, composés de soldats brisés et traumatisés par la guerre qui ne connaissent plus que la haine aveugle comme seul exutoire.

A partir du 6 décembre 1918, de vastes offensives contre-révolutionnaires sont lancées :

- attaque contre le QG du journal de *Spartakus* : *Die Rote Fahne* (*Le drapeau rouge*),
- tentatives d'arrestation des membres de l'organe exécutif des conseils ouvriers,
- tentative d'assassinat de Karl Liebknecht,
- systématiques escarmouches lors des manifestations ouvrières,
- campagne médiatique de calomnies et offensive militaire contre la division de la marine du peuple, *Volksmarinedivision*, composée de marins armés qui avaient marché depuis les ports de la côte sur la capitale pour répandre la révolution et agissant pour sa défense.

Mais loin d'effrayer le prolétariat en marche, cela ne fait que renforcer la colère des ouvriers et armer les manifestations pour répondre à la provocation. La réponse est : solidarité de classe, entraînant derrière elle, le 25 décembre 1918, la manifestation la plus massive depuis le 9 novembre ! Cinq jours plus tard est fondé à Berlin le KPD, *Parti communiste d'Allemagne*.

Face à ces échecs, la bourgeoisie apprend et s'adapte vite. Dès la fin dé-

cembre 1918, elle comprend que s'attaquer de front aux grandes figures révolutionnaires la dessert et renforce la solidarité de classe. Elle décide alors d'accentuer les rumeurs et les calomnies, évite les confrontations armées directes et manœuvre autour de personnages moins connus. Elle cible alors le préfet de police de Berlin Emil Eichhorn qui avait été élu à la tête d'un comité de soldats sur Berlin. Ce dernier est démis de ses fonctions par le gouvernement bourgeois le 4 janvier. Ceci est aussitôt ressenti comme une agression par les ouvriers de la ville. Le prolétariat berlinois réagit massivement le 5 janvier 1919 : 150 000 personnes sont dans la rue, ce qui surprend même la bourgeoisie. Mais cela ne va pas empêcher la classe ouvrière de tomber dans le piège de l'insurrection prématurée. Tandis que le mouvement n'est pas suivi ailleurs en Allemagne où Eichhorn n'est pas connu, et face à l'euphorie du moment, le comité révolutionnaire provisoire<sup>3</sup> dont Pieck et Liebknecht, décide le soir même de lancer l'insurrection armée, allant à l'encontre des décisions du congrès du KPD. Les conséquences de cette improvisation sont dramatiques : descendus massivement dans la rue, les ouvriers restent là, sans instructions, sans objectif précis et dans la plus grande confusion. Pire, les soldats refusent de prendre part à l'insurrection, ce qui signe son échec. Devant cette erreur d'analyse et la situation très dangereuse qui en découle, Rosa Luxemburg et Leo Jogiches défendent la seule position valable pour éviter un bain de sang : poursuivre la mobilisation en armant le prolétariat et en ap-

3. Le 5 janvier, les révolutionnaires Obleutes, les membres de la direction de l'USPD du Grand Berlin, Liebknecht et Pieck du Parti communiste se réunirent à la préfecture pour discuter de comment poursuivre l'action (...) les représentants des ouvriers révolutionnaires instituèrent un comité révolutionnaire provisoire de 52 membres chargé de diriger le mouvement révolutionnaire et d'assumer en cas de nécessité toutes les fonctions gouvernementales et administratives. La décision de commencer la lutte pour tenter de renverser le gouvernement fut prise lors de cette réunion malgré six voix contre. (D'après "Révolution et contre-révolution en Allemagne", Paul Frölich)

pelant celui-ci à encercler les casernes jusqu'à ce que les soldats se mobilisent en faveur de la révolution. Cette position est argumentée par l'analyse juste que si le rapport de force politique n'est pas en faveur du prolétariat en Allemagne, début janvier 1919, le rapport de force militaire est lui en faveur de la révolution (au moins à Berlin).

Mais au lieu de chercher à armer les ouvriers, le "comité provisoire" commence à négocier avec le gouvernement qu'il vient de déclarer déchu. Dès lors, le temps ne joue plus en faveur du prolétariat, mais en faveur de la contre-révolution.

Le 10 janvier 1919, le KPD demande à Liebknecht et Pieck de démissionner. Mais le mal est fait. Il s'ensuit la "semaine sanglante", ou "semaine Spartakus". Le "putsch communiste" est déjoué "par les héros de la liberté et de la démocratie". La terreur blanche s'installe. Les corps-francs pourchassent les révolutionnaires dans toute la ville et les exécutions sommaires deviennent systématiques. Le soir du 15 janvier, Rosa Luxemburg et Liebknecht sont kidnappés par la milice, puis aussitôt assassinés. En mars 1919, ce sera au tour de Leo Jogiches et de centaines de militants de la gauche révolutionnaire.

### Les illusions démocratiques de la classe ouvrière et les faiblesses du KPD

A quoi est dû cet échec dramatique ? Les événements de janvier 1919 contiennent à eux seuls tous les facteurs ayant conduit à la défaite de la révolution : d'une part une bourgeoisie intelligente à la manœuvre, et d'autre part une classe ouvrière encore illusionnée par la social-démocratie et un parti communiste insuffisamment organisé, malgré les efforts pour lui donner des bases programmatiques solides. Effectivement, le KPD est assez désorienté, trop jeune (beaucoup de jeunes camarades le constituent, les plus vieux ayant disparu avec la guerre ou la répression), inexpérimenté, manquant d'unité, ne parvenant pas à donner des orientations claires à la classe ouvrière.

Contrairement aux bolcheviks qui avaient une continuité historique depuis 1903, et l'expérience de la révolution de 1905 et des conseils ouvriers, la gauche révolutionnaire allemande très minoritaire au sein du SPD doit faire

face à la trahison de celui-ci en août 1914, et ensuite construire en toute hâte un parti, dans le feu des événements. Le KPD est fondé le 30 décembre 1918 à partir du *Spartakusbund* et des Communistes internationaux d'Allemagne (IKD). Lors de cette conférence, la majorité des délégués se prononcent très clairement contre la participation aux élections bourgeoises et rejettent les syndicats. Mais la question organisationnelle est largement sous-estimée. La question du parti n'est pas comprise à la hauteur des enjeux du moment.

Cette sous-estimation va amener la prise de décision de l'insurrection armée par Liebknecht et d'autres camarades sans attendre une nouvelle analyse du parti, sans méthode d'analyse claire de l'évolution du rapport de force. La centralisation des décisions fait défaut. C'est bien, en fin de compte, l'inexistence préalable d'un parti mondial (l'IC ne sera fondée que deux mois plus tard, en mars 1919) qui se reflète dans l'impréparation du KPD dans un tel contexte qui va conduire à ce drame. En quelques heures, le rapport de force s'est inversé : le temps était venu pour la bourgeoisie de répandre sa terreur blanche.

Pour autant, les grèves ne s'arrêtent pas. De janvier à mars 1919, la grève de masse émerge de façon spectaculaire. Mais en même temps la bourgeoisie continue son sale travail : exécutions, rumeurs, calomnies... la terreur écrase le prolétariat petit à petit. Tandis qu'en février des grèves massives émergent partout en Allemagne, le prolétariat berlinois, le cœur de la révolution, n'est plus capable de suivre, assommé par sa défaite de janvier. Lorsque, enfin, il se met en marche, il est trop tard. Les luttes à Berlin et dans le reste de l'Allemagne ne parviendront pas à s'unir. Dans le même temps, le KPD "décapité" est contraint à l'illégalité. Ainsi, dans les vagues de grèves de février à avril 1919, il ne peut jouer le rôle déterminant qui lui incombe.

Sa voix est quasiment étouffée par le capital. Si le KPD avait eu la possibilité de démasquer la provocation de la bourgeoisie, lors de la semaine de janvier, et d'empêcher que les ouvriers ne tombent dans ce piège, le mouvement aurait sûrement connu une toute autre issue. Partout on fait la chasse aux "communistes". Les communications entre ce qui reste des organes centraux et les délégués locaux ou régionaux du KPD sont plusieurs fois rompues. Lors de la conférence nationale du 29 mars 1919, on fait le constat que "*les organisations locales sont submergées d'agents-provocateurs*".

### En conclusion

La révolution en Allemagne, c'est avant tout le mouvement de grève de masse du prolétariat, qui s'est étendu géographiquement, qui a opposé la solidarité ouvrière à la barbarie capitaliste, qui s'est réapproprié les leçons d'Octobre 1917 et qui s'est organisé en conseils ouvriers. La révolution en Allemagne, c'est aussi la leçon de la nécessité d'un Parti communiste international centralisé, avec des bases organisationnelles et programmatiques claires, sans lesquelles le prolétariat ne pourra pas déjouer le machiavélisme de la bourgeoisie. Mais la révolution en Allemagne, c'est aussi la capacité des bourgeoisies à s'unir contre le prolétariat avec son arsenal de manœuvres, mensonges et manipulations de tous ordres. C'est la puanteur d'un monde à l'agonie qui refuse de s'éteindre. C'est le piège mortel des illusions sur la démocratie. C'est la destruction acharnée de l'intérieur des conseils ouvriers. Bien que les événements de 1919 aient été décisifs, les braises encore ardentes de la révolution en Allemagne ne s'éteignent pas avant plusieurs années. Mais à l'échelle de l'histoire, les conséquences de cette défaite furent dramatiques pour l'humanité : la montée du nazisme en Allemagne, du stalinisme en Russie, la marche vers la Seconde Guerre mondiale sous la bannière de

l'antifascisme. Ces événements cauchemardesques peuvent tous être imputés à l'échec de la vague révolutionnaire, entre 1917 et 1923, qui avait ébranlé l'ordre bourgeois sans pouvoir le renverser une fois pour toutes. Voilà ce qu'est pour nous la révolution en Allemagne en 1918, une source d'inspiration et de leçons pour les luttes futures du prolétariat. Car comme l'a écrit Rosa Luxemburg, la veille de son assassinat par la soldatesque de la social-démocratie : "*Que nous enseigne toute l'histoire des révolutions modernes et du socialisme ? La première flambée de la lutte de classe en Europe s'est achevée par une défaite. Le soulèvement des canuts de Lyon, en 1831, s'est soldé par un lourd échec. Défaite aussi pour le mouvement chartiste en Angleterre. Défaite écrasante pour la levée du prolétariat parisien au cours des journées de juin 1848. La Commune de Paris enfin a connu une terrible défaite. La route du socialisme (à considérer les luttes révolutionnaires) est pavée de défaites. (...) Où en serions-nous aujourd'hui sans toutes ces "défaites", où nous avons puisé notre expérience, nos connaissances, la force et l'idéalisme qui nous animent ? Aujourd'hui, (...) nous sommes campés sur ces défaites et nous ne pouvons renoncer à une seule d'entre elles, car de chacune nous tirons une portion de notre force, une partie de notre lucidité. (...) Les révolutions (...) ne nous ont jusqu'ici apporté que défaites, mais ces échecs inévitables sont précisément la caution réitérée de la victoire finale. À une condition il est vrai ! Car il faut étudier dans quelles conditions la défaite s'est chaque fois produite (...) "L'ordre règne à Berlin !", sbires stupides ! Votre "ordre" est bâti sur le sable. Dès demain la révolution "se dressera de nouveau avec fracas" proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi : J'étais, je suis, je serai !"*

CCI, 29 octobre 2018

# Rapport sur les tensions impérialistes (Juin 2018)

Nous publions ci-dessous un rapport sur la situation impérialiste adopté par l'organe central du CCI lors d'une réunion en juin 2018. Depuis lors, les événements entourant la visite de Trump en Europe ont très clairement confirmé les idées principales de ce rapport, en particulier l'idée que les États-Unis sont devenus le principal propagateur de la tendance au "chacun pour soi" au niveau mondial, au point de détruire les instruments de son propre "ordre mondial".

Les principales orientations du rapport de novembre 2017 sur les tensions impérialistes<sup>1</sup> nous fournissent le cadre essentiel pour comprendre les développements actuels :

- la fin des deux blocs de la guerre froide ne signifiait pas la disparition de l'impérialisme et du militarisme. Bien que la formation de nouveaux blocs et l'éclatement d'une nouvelle guerre froide ne figurent pas à l'ordre du jour, des conflits ont éclaté dans le monde entier. Le développement de la décomposition a conduit à un déchaînement sanglant et chaotique de l'impérialisme et du militarisme ;

- l'explosion de la tendance au chacun pour soi a conduit à la montée des ambitions impérialistes des puissances de deuxième et troisième niveau, ainsi qu'à l'affaiblissement croissant de la position dominante des États-Unis dans le monde ;

- La situation actuelle se caractérise par des tensions impérialistes partout et par un chaos de moins en moins contrôlable, mais surtout par son caractère hautement irrationnel et imprévisible, lié à l'impact des pressions populistes, en particulier au fait que le pouvoir le plus fort du monde est aujourd'hui dirigé par un président populiste aux réactions capricieuses.

Dans la période récente, le poids du populisme est devenu de plus en plus tangible, exacerbant la tendance au "chacun pour soi" et l'imprévisibilité croissante des conflits impérialistes ;

- La remise en cause des accords internationaux, des structures supranationales (en particulier l'UE), de toute approche globale, rend les relations impérialistes plus chaotiques et ac-

centue le danger d'affrontements militaires entre les requins impérialistes (Iran et Moyen-Orient, Corée du Nord et Extrême-Orient).

- Dans de nombreux pays, le rejet des élites politiques traditionnelles mondialisées va de pair avec le renforcement d'une rhétorique nationaliste agressive partout dans le monde (non seulement aux États-Unis avec le slogan "America First" de Trump et en Europe, mais aussi en Turquie ou en Russie par exemple).

Ces caractéristiques générales de l'époque trouvent aujourd'hui leur concrétisation dans une série de tendances particulièrement significatives.

## **La politique impérialiste américaine : du gendarme mondial au principal propagateur du chacun pour soi**

L'évolution de la politique impérialiste américaine au cours des trente dernières années est l'un des phénomènes les plus significatifs de la période de décomposition : après avoir promis une nouvelle ère de paix et de prospérité (Bush Senior) au lendemain de l'implosion du bloc soviétique, après s'être battu contre la tendance au chacun pour soi, il est devenu aujourd'hui le principal propagateur de cette tendance dans le monde. L'ancienne tête de bloc et seule superpuissance impérialiste majeure qui reste après l'implosion du bloc de l'Est, qui depuis environ 25 ans agit en tant que gendarme du monde, luttant contre la propagation du chacun pour soi au niveau impérialiste, rejette aujourd'hui les négociations internationales et les accords globaux en faveur d'une politique de "bilatéralisme".

Un principe commun, visant à surmonter le chaos dans les relations internationales, est résumé dans la phrase latine suivante : "pacta sunt servanda" - les traités, les accords doivent être respectés. Si quelqu'un signe un accord mondial - ou multilatéral - il est censé le respecter, du moins en apparence. Mais les États-Unis, sous Trump, ont aboli cette conception : "Je signe un traité, mais je peux l'abolir demain". Cela s'est déjà produit avec le Pacte transpacifique (PPT), l'Accord de Paris sur les changements climatiques, le traité nucléaire avec l'Iran, l'accord final sur la réunion du G7 au Québec. Les États-Unis rejettent aujourd'hui les accords internationaux en faveur d'une négociation entre États, dans laquelle la bourgeoisie américaine imposera sans détour ses intérêts par le chantage économique, politique et militaire (comme on peut le voir aujourd'hui avec le Canada avant et après le G7 en ce qui concerne l'ALENA ou avec la menace de représailles contre les entreprises européennes qui investissent en Iran). Cela aura des conséquences énormes et imprévisibles pour le développement des tensions et des conflits impérialistes (mais aussi pour la situation économique du monde) dans la période à venir. Nous illustrerons cela par trois "points chauds" dans les affrontements impérialistes d'aujourd'hui :

(1) Le Moyen-Orient : en dénonçant l'accord nucléaire avec l'Iran, les États-Unis s'opposent non seulement à la Chine et à la Russie, mais aussi à l'UE et même à la Grande-Bretagne. Leur alliance apparemment paradoxale avec Israël et l'Arabie Saoudite conduit à une nouvelle configuration des forces au Moyen-Orient (avec un rapprochement croissant entre la Turquie, l'Iran et la Russie) et accroît le danger d'une déstabilisation générale de la région, d'affrontements plus nombreux entre les principaux requins et de guerres sanglantes plus étendues.

(2) Les relations avec la Russie : quelle est la position des États-Unis à l'égard de Poutine ? Pour des raisons historiques (l'impact de la période de

1. Publié dans la *Revue internationale* n° 160.

la "guerre froide" et l'affaire russe qui a commencé avec les dernières élections présidentielles), il y a des forces puissantes dans la bourgeoisie américaine qui poussent à des confrontations plus dures avec la Russie, mais l'administration Trump, malgré la confrontation impérialiste au Moyen-Orient, ne semble toujours pas exclure une amélioration de la coopération avec la Russie : par exemple au dernier G7, Trump a suggéré de réintégrer la Russie dans le Forum des pays industriels.

(3) Extrême-Orient : l'imprévisibilité des accords pèse particulièrement lourd dans les négociations avec la Corée du Nord : (a) Quelles sont les implications d'un accord entre Trump et Kim, si la Chine, la Russie, le Japon et la Corée du Sud ne sont pas directement impliqués dans la négociation de cet accord ? Cela a déjà fait surface lorsque Trump a révélé à Singapour, au grand désarroi de ses "alliés" asiatiques, qu'il avait promis d'arrêter les exercices militaires conjoints en Corée du Sud ; (b) si un accord peut être remis en question à tout moment par les États-Unis, jusqu'où Kim peut-il lui faire confiance ? (c) Dans ce contexte, la Corée du Nord et la Corée du Sud s'appuieront-elles totalement sur leur "allié naturel" et envisagent-elles une stratégie alternative ?

Bien que cette politique implique un développement énorme du chaos et de chacun pour soi, ainsi qu'un nouveau déclin des positions mondiales de la première puissance mondiale, il n'y a pas d'approche alternative tangible aux États-Unis. Après un an et demi d'enquête de Mueller et d'autres types de pressions contre Trump, il est peu probable que Trump soit démis de ses fonctions, entre autres parce qu'il n'y a pas d'autre force en vue. Le borbier au sein de la bourgeoisie américaine se poursuit.

### **Chine : une politique visant à éviter une confrontation trop directe**

La contradiction ne pouvait pas être plus frappante. Au moment même où les États-Unis de Trump dénoncent la mondialisation et reviennent aux accords "bilatéraux", la Chine annonce un vaste projet global, la "Nouvelle Route de la Soie", qui implique environ 65 pays sur trois continents, représentant 60% de la population mondiale et environ un tiers du PIB mondial, avec

des investissements sur une période de 30 ans (2050 !) pouvant atteindre 1,2 trillions de dollars.

Depuis le début de sa réémergence, planifiée de la manière la plus systématique et à long terme, la Chine a modernisé son armée, en construisant un "collier de perles" - à commencer par l'occupation des récifs coralliens dans la mer de Chine méridionale et l'établissement d'une chaîne de bases militaires dans l'océan Indien. Mais pour l'instant, la Chine ne cherche pas la confrontation directe avec les États-Unis ; au contraire, elle prévoit de devenir l'économie la plus puissante du monde d'ici 2050 et vise à développer ses liens avec le reste du monde tout en essayant d'éviter les affrontements directs. La politique de la Chine est une politique à long terme, contrairement aux accords à court terme privilégiés par Trump. Elle cherche à développer son expertise et sa puissance industrielle, technologique et surtout militaire. À ce dernier niveau, les États-Unis ont encore une avance considérable sur la Chine.

Au moment même de l'échec du sommet du G7 au Canada (9 et 10 juin 2018), la Chine a organisé, à Qingdao, une conférence de l'Organisation de coopération de Shanghai avec l'aide des présidents de la Russie (Poutine), de l'Inde (Modi), de l'Iran (Rohani) et des dirigeants du Belarus, de l'Ouzbékistan, du Pakistan, de l'Afghanistan, du Tadjikistan et de la Kirghizie (20% du commerce mondial, 40% de la population mondiale). L'objectif actuel de la Chine est clairement le projet de la Route de la Soie - avec le but d'étendre son influence. Il s'agit d'un projet à long terme et une confrontation directe avec les États-Unis ne ferait que contrecarrer ces plans.

Dans cette perspective, la Chine usera de son influence pour faire pression en faveur d'un accord conduisant à la neutralisation de toutes les armes nucléaires dans la région coréenne (y compris les armes américaines), ce qui - à condition que les États-Unis l'acceptent - repousserait les forces américaines au Japon et réduirait la menace immédiate sur le nord de la Chine.

Cependant, les ambitions de la Chine conduiront inévitablement à une confrontation avec les objectifs impérialistes non seulement des États-Unis mais aussi d'autres puissances, comme

l'Inde ou la Russie :

- une confrontation croissante avec l'Inde, l'autre grande puissance en Asie, est inévitable. Les deux puissances ont commencé à renforcer massivement leurs armées et se préparent à une aggravation des tensions à moyen terme ;

- dans cette perspective, la Russie se trouve dans une situation difficile : les deux pays coopèrent mais, à long terme, la politique de la Chine ne peut conduire qu'à une confrontation avec la Russie. La Russie a repris l'initiative ces dernières années au niveau militaire et impérialiste, mais son retard économique n'a pas été surmonté, au contraire : en 2017, le PIB russe (Produit Intérieur Brut) n'était que de 10% supérieur au PIB du Benelux !

- Enfin, il est probable que les sanctions économiques de Trump et les provocations politiques et militaires forceront la Chine à affronter plus directement les États-Unis à court terme.

### **La montée des leaders forts et de la rhétorique belliqueuse**

L'exacerbation de la tendance au chacun pour soi au niveau impérialiste et la concurrence croissante entre les requins impérialistes donnent naissance à un autre phénomène significatif de cette phase de décomposition : l'arrivée au pouvoir de "leaders forts" avec un langage radical et une rhétorique nationaliste agressive.

L'arrivée au pouvoir d'un "leader fort" et une rhétorique radicale sur la défense de l'identité nationale (souvent combinée avec des programmes sociaux en faveur des familles, des enfants, des retraités) est typique des régimes populistes (Trump, bien sûr, mais aussi Salvini en Italie, Orbán en Hongrie, Kaczynski en Pologne, Babiš en République tchèque, ...) mais c'est aussi une tendance plus générale dans le monde entier, non seulement dans les puissances les plus fortes (Poutine en Russie) mais aussi dans les pays impérialistes secondaires comme la Turquie (Erdogan), l'Iran, l'Arabie Saoudite (avec le " coup d'État " du prince Mohammed Ben Salman). En Chine, la limitation de la présidence de l'État à deux périodes de cinq ans a été supprimée de la Constitution, de sorte que Xi Jinping s'impose comme un "leader à vie", le nouvel empereur chinois

(étant président, chef du parti et de la commission militaire centrale, ce qui ne s'est jamais produit depuis Deng Xiaoping). Les slogans "démocratiques" ou le maintien de l'apparence démocratique (droits de l'homme) ne sont plus le discours dominant (comme l'ont montré les pourparlers entre Trump et Kim), contrairement à l'époque de la chute du bloc soviétique et au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Ils ont cédé la place à une combinaison de discours très agressifs et d'accords impérialistes pragmatiques.

L'exemple le plus fort est celui de la crise coréenne. Trump et Kim ont d'abord utilisé une forte pression militaire (avec même la menace d'une confrontation nucléaire) et un langage très agressif avant de se rencontrer à Singapour pour marchander. Trump offrait des avantages économiques et politiques gigantesques (le modèle birman) dans le but d'attirer Kim dans le camp américain. Ce n'est pas totalement inconcevable car les Nord-Coréens ont une relation ambiguë et même une méfiance à l'égard de la Chine. Cependant, la référence à la Libye par les responsables américains (dont John Bolton, conseiller à la sécurité nationale) rend les Nord-Coréens particulièrement méfiants à l'égard des propositions américaines - la Corée du Nord pourrait en effet subir le même sort que la Libye, lorsque Kadhafi a été exhorté à abandonner ses armes, puis a été déposé par la force et tué.

Cette stratégie politique est une tendance plus générale dans les affrontements impérialistes actuels, comme en témoignent les tweets agressifs de Trump contre le Premier ministre canadien Trudeau, "un leader faux et faible" parce qu'il a refusé d'accepter des taxes à l'importation plus élevées défendues par les États-Unis. Il y a eu aussi l'ultimatum brutal de l'Arabie saoudite contre le Qatar, accusé de "centrisme" envers l'Iran, ou les déclarations belliqueuses d'Erdogan contre l'Occident et l'OTAN à propos des Kurdes. Enfin, nous mentionnerons le discours très agressif de Poutine sur l'État de l'Union, qui présentait les systèmes d'armes les plus sophistiqués de la Russie avec le message : "Vous feriez mieux de nous prendre au sérieux" !

Ces tendances renforcent les caractéristiques générales de l'époque, comme l'intensification de la milita-

risation (malgré la forte charge économique qui y est liée) parmi les trois plus grands recoins impérialistes, mais aussi comme une tendance globale et dans le contexte d'un paysage impérialiste changeant dans le monde et en Europe. Dans ce contexte de politiques agressives, le danger de frappes nucléaires limitées est très réel, car il y a beaucoup d'éléments imprévisibles dans les conflits autour de la Corée du Nord et de l'Iran.

### La tendance à la fragmentation de l'UE

Toutes les tendances en Europe au cours de la période écoulée - Brexit, la montée en puissance d'un important parti populiste en Allemagne (AfD), l'arrivée au pouvoir des populistes en Europe de l'Est où la plupart des pays sont dirigés par des gouvernements populistes, se sont trouvées accentuées par deux événements majeurs :

- la formation d'un gouvernement 100% populiste en Italie (composé du mouvement des 5 étoiles et de la Lega), qui conduira à une confrontation directe entre d'un côté les "bureaucrates de Bruxelles" (l'UE), les "champions" de la mondialisation (soutenus par l'Eurogroupe) et les marchés financiers, et de l'autre le "front populiste" du peuple ;

- la chute de Rajoy et du Parti Populaire en Espagne et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement minoritaire du Parti socialiste soutenu par les nationalistes catalans et basques et Podemos, ce qui accentuera les tensions centrifuges à l'intérieur de l'Espagne et en Europe.

Cela aura des conséquences énormes pour la cohésion de l'UE, la stabilité de l'euro et le poids des pays européens sur la scène impérialiste.

(1) L'UE n'est pas préparée et est largement impuissante à s'opposer à la politique de Trump, qui consiste en un embargo américain sur l'Iran : Les multinationales européennes se conforment déjà aux exigences américaines (Total, Lafarge). Ceci est d'autant plus vrai que plusieurs États européens soutiennent l'approche populiste de Trump et sa politique au Moyen-Orient (l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque et la Roumanie étaient représentées à l'inauguration de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem) contre la politique officielle

de l'UE. En ce qui concerne l'augmentation des taxes à l'importation, il est loin d'être certain qu'il y aura un accord au sein de l'UE pour répondre systématiquement aux tarifs d'importation plus élevés imposés par Trump.

(2) Le projet d'un pôle militaire européen reste largement hypothétique dans le sens où, de plus en plus de pays, sous l'impulsion des forces populistes au pouvoir ou mettant la pression sur les gouvernements, ne veulent pas se soumettre à l'axe franco-allemand. D'autre part, alors que le leadership politique de l'UE est constitué de l'axe franco-allemand, la France a traditionnellement développé sa coopération technologique militaire avec la Grande-Bretagne, qui est sur le point de quitter l'UE.

(3) Les tensions autour de l'accueil des réfugiés opposent non seulement la coalition des gouvernements populistes de l'Est à ceux de l'Europe occidentale, mais de plus en plus les pays occidentaux les uns contre les autres, comme en témoignent les fortes tensions qui se sont développées entre la France de Macron et le gouvernement populiste italien, alors que l'Allemagne est de plus en plus divisée sur le sujet (pression de la CSU).

(4) Le poids économique et politique de l'Italie (troisième économie de l'UE) est considérable, sans aucune comparaison avec le poids de la Grèce. Le gouvernement populiste italien a l'intention, entre autres, de réduire les impôts et d'introduire un revenu de base, qui coûtera plus de cent milliards d'euros. Dans le même temps, le programme du gouvernement demande à la Banque centrale européenne d'effacer 250 milliards d'euros de la dette italienne !

(5) Sur le plan économique mais aussi impérialiste, la Grèce avait déjà avancé l'idée de faire appel à la Chine pour soutenir son économie en difficulté. Encore une fois, l'Italie prévoit d'appeler la Chine ou la Russie pour obtenir de l'aide pour soutenir et financer une reprise économique. Une telle orientation pourrait avoir un impact majeur au niveau impérialiste. L'Italie s'oppose déjà au maintien des mesures d'embargo de l'UE à l'encontre de la Russie à la suite de l'annexion de la Crimée.

*Cinquante ans depuis Mai 1968*

## Les avancées et les reculs de la lutte de classe

Sans les événements de Mai 1968, le CCI n'existerait pas. Marc Chirik avait déjà contribué à former un groupe au Venezuela, "Internacionalismo", qui depuis 1964, et ensuite, avait défendu toutes les positions de base qui devaient être reprises une décennie plus tard par le CCI. Mais Marc était conscient depuis le début que ce serait une renaissance de la lutte de classe dans les centres du capitalisme mondial qui serait décisive pour inaugurer un changement dans le cours de l'histoire. C'est cette compréhension qui l'a poussé à retourner en France et à jouer un rôle actif dans le mouvement de mai-juin, et cela incluait la recherche de contacts au sein de ses avant-gardes politisées. Deux jeunes membres du groupe vénézuélien étaient déjà partis en France pour étudier à l'université de Toulouse, et ce fut aux côtés de ces camarades et d'une poignée d'autres que Marc est devenu un membre fondateur de "Révolution Internationale" en octobre 1968 – le groupe qui allait jouer un rôle central dans la formation du CCI sept ans plus tard.

Depuis cette époque, le CCI n'a jamais dévié de ses convictions à propos de la signification historique de Mai 68, et nous sommes constamment revenus sur ce sujet. Tous les dix ans, ou à peu près, nous avons publié des rétrospectives dans notre organe théorique, la *Revue Internationale*, tout comme d'autre matériel dans notre presse territoriale. Nous avons tenu des réunions publiques pour marquer les 40 et le 50<sup>ème</sup> anniversaire de Mai et sommes intervenus dans des événements organisés par d'autres organisations.<sup>1</sup> Dans cet article, nous commençons en revenant sur un de ces articles, écrit pour un anniversaire qui a depuis acquis une valeur symbolique précise : 1988.

Dans la première partie de cette nouvelle série<sup>2</sup>, nous disions en conclusion que la première évaluation faite par "RI" – "Comprendre mai – écrite en 1969<sup>3</sup>, selon laquelle Mai 68 représentait la première grande réaction de la classe ouvrière mondiale à la réapparition de la crise économique historique du capitalisme – a été entièrement

confirmée : en dépit de la capacité souvent étonnante du capital de s'adapter à ses contradictions qui s'aiguisent, la crise, qui à la fin des années 60 ne pouvait être détectée que par ses premiers symptômes, est devenue à la fois de plus en plus évidente et à toutes fins utiles, permanente.

Mais qu'en est-il de notre insistance sur le fait que Mai 68 signalait la fin des décennies antérieures de contre révolution et l'ouverture d'une nouvelle période, dans laquelle une classe ouvrière non défaite allait se diriger vers des luttes massives et décisives ; et qu'en retour, l'issue de ces luttes résoudrait le dilemme historique posé par la crise économique insoluble : la guerre mondiale, dans l'éventualité d'une nouvelle défaite de la classe ouvrière, ou révolution mondiale et construction d'une nouvelle société communiste ?

L'article de 1988, "20ans après 1968 – lutte de classe : le murissement des conditions de la révolution prolétarienne"<sup>4</sup> commençait par argumenter contre le scepticisme dominant de l'époque – l'idée très répandue dans les media bourgeois et parmi toute une couche d'intellectuels, que Mai 68 avait au mieux été un magnifique rêve utopique que la dure réalité a conduit à

se ternir et à mourir. Ailleurs dans notre presse, à peu près en même temps<sup>5</sup>, nous avons aussi critiqué le scepticisme qui affectait de grandes parties du milieu révolutionnaire, et ce depuis les événements de 68 eux-mêmes – une tendance qui s'exprimait notablement par le refus des principaux héritiers de la Gauche communiste italienne qui restaient, de ne voir dans Mai 68 rien de plus qu'une vague d'agitation petite bourgeoise qui n'a rien fait pour soulever le poids mort de la contre-révolution.

Autant les ailes bordiguistes que daménistes<sup>6</sup> de la tradition de la Gauche italienne d'après-guerre ont répondu de cette façon. Toutes deux tendent à voir le parti comme quelque chose en dehors de l'histoire, puisqu'elles considèrent qu'il est possible de le maintenir quel que soit le rapport de force entre les classes. Elles tendent donc à voir la lutte des ouvriers comme essentiellement circulaire par nature, puisqu'elle ne peut se transformer dans un sens révolutionnaire que par l'intervention du parti, ce qui pose la question de savoir d'où vient le parti lui-même. Les bordiguistes, en particulier, ont offert une caricature de cette approche en 1968, quand ils sortaient des tracts qui insistaient sur le fait que le mouvement n'irait quelque part que s'il se mettait sous la bannière du Parti (c'est-à-dire, leur propre petit groupe politique). Notre courant, de l'autre côté, a toujours répliqué que c'est là une approche essentiellement idéaliste qui sépare le parti de ses racines matérielles dans la lutte de classe. Nous nous considérons comme nous appuyant sur les acquis réels de la Gauche communiste italienne, dans sa

1. Voir par exemple World Revolution 315 "Réunion du CCI sur "1968 et tout ça" : la perspective ouverte il y a 40 ans n'a pas disparu"

2. "Il y a 50 ans, mai 68. Première partie : L'enfoncement dans la crise économique". *Revue Internationale* n° 160.

3. Publié dans *Révolution Internationale* ancienne série, n° 2.

4. *Revue Internationale* 53. L'article est signé RV, un des jeunes "vénézuéliens" qui a contribué à fonder RI en 1968.

5. Voir en particulier : "la confusion des groupes communistes sur la période actuelle : sous-estimation de la lutte de classe" dans la *Revue Internationale* 54, 3<sup>ème</sup> trimestre 1988.

6. Voir en particulier l'article "Les années 1950 et 60 : Damen, Bordiga et la passion du communisme" dans la *Revue Internationale* n°157.

période la plus fructueuse théoriquement – la période la Fraction dans les années 1930 et 40, quand elle a reconnu que sa propre perte d'importance depuis l'étape précédente du parti était un produit de la défaite de la classe ouvrière, et que seule une renaissance de la lutte de classe pouvait fournir les conditions de la transformation des fractions communistes existantes en un réel parti de classe.

Ces conditions se sont d'ailleurs développées après 1968, pas seulement au niveau des minorités politisées, qui connaissaient une phase de croissance importante dans le sillage des événements de 68, et les soulèvements de la classe ouvrière qui ont suivi, mais aussi à un niveau plus général. La lutte de classe qui a fait irruption en mai 68 n'était pas un feu de paille mais le point de départ d'une dynamique puissante qui allait rapidement venir au premier plan à l'échelle mondiale.

### Les avancées de la lutte de classe entre 1968 et 1988

En accord avec la vision marxiste qui a depuis longtemps identifié le processus de la lutte de classe analogue à celui de vagues, l'article analyse trois vagues différentes de luttes au cours des deux décennies après 68 : la première, sans aucun doute la plus spectaculaire, a connu l'automne chaud italien en 69, le soulèvement violent à Cordoba en Argentine en 69 et en Pologne en 70, et des mouvements importants en Espagne et en Grande Bretagne en 1972. En Espagne en particulier, les travailleurs ont commencé à s'organiser à travers des assemblées de masse, un processus qui a atteint son point culminant à Vitoria en 1976. La dimension internationale de la vague a été démontrée par ses échos en Israël (1969) et en Egypte (1972) et, plus tard, par les soulèvements dans les townships d'Afrique du Sud qui ont été dirigés par des comités de lutte (les "Civics").

Après une courte pause au milieu des années 70, il y a eu une deuxième vague qui a couvert les grèves des ouvriers du pétrole iraniens, les travailleurs des aciéries en France en 1978, "l'hiver du mécontentement" en Grande Bretagne, la grève des dockers à Rotterdam, menée par un comité de grève indépendant, et ainsi que les grèves des sidérurgistes au Brésil en 1979 qui ont également contesté le contrôle des syndicats. Cette vague de luttes a

connu son point culminant en Pologne en 1980, certainement l'épisode le plus important de la lutte de classe depuis 1968, et même depuis les années 1920. Et bien que la répression sévère des ouvriers polonais ait donné un coup d'arrêt à cette vague, il n'a pas fallu longtemps avant qu'un nouveau mouvement ait lieu avec les luttes en Belgique en 1983 et 1986, la grève générale au Danemark en 1985, la grève des mineurs en Angleterre en 1984-85, les luttes des cheminots et des travailleurs de la santé en France en 1986 et 1988, de même le mouvement des employés de l'éducation en Italie en 1987. Les luttes en France et en Italie, en particulier – comme la grève de masse en Pologne – ont montré une réelle capacité d'auto-organisation avec des assemblées générales et des comités de grève.

Ce n'était pas une simple liste de grèves. L'article<sup>7</sup> met aussi en évidence le fait que ce mouvement en vagues de luttes ne tournait pas en rond, mais faisait faire de réelles avancées dans la conscience de classe :

*"La simple comparaison des caractéristiques des luttes d'il y a 20 ans avec celles d'aujourd'hui permet de percevoir rapidement l'ampleur de l'évolution qui s'est lentement réalisée dans la classe ouvrière. Sa propre expérience, ajoutée à l'évolution catastrophique du système capitaliste, lui a permis d'acquérir une vision beaucoup plus lucide de la réalité de son combat. Cela s'est traduit par :*

*- une perte des illusions sur les forces politiques de la gauche du capital et en premier lieu sur les syndicats à l'égard desquels les illusions ont laissé la place à la méfiance et de plus en plus à l'hostilité ouverte ;*

*- l'abandon de plus en plus marqué de formes de mobilisation inefficaces, impasses dans lesquelles les syndicats ont tant de fois fourvoyé la combativité ouvrière ;*

*- journées d'action, manifestations-ballades-enterréments,*

*- les grèves longues et isolées...*

*Mais l'expérience de ces 20 années de lutte n'a pas dégagé pour la classe ouvrière que des enseignements "en négatif" (ce qu'il ne faut pas faire).*

7. "20ans après 1968 : lutte de classe : le murissement des conditions de la révolution prolétarienne", *Revue internationale* n° 53.

*Elle s'est aussi traduite par des enseignements sur comment faire :*

*- la recherche de l'extension de la lutte (Belgique 1986 en particulier),*

*- la recherche de la prise en main des combats, en s'organisant par assemblées et comités de grève élus et révocables ; (France fin 86, Italie 1987 principalement)."*

En même temps, l'article ne négligeait pas les réponses de la bourgeoisie à la montée de la lutte de classe : bien qu'elle ait été surprise par l'éclatement du mouvement de Mai 68, recourant à des formes brutes de répression qui ont joué comme un catalyseur de l'extension de la lutte, elle a par la suite énormément appris ou réappris comment gérer la résistance de son ennemi de classe. Elle n'a pas renoncé à l'emploi de la répression, évidemment, mais elle a trouvé des moyens plus subtils de présenter et justifier son emploi, comme l'épouvantail du terrorisme ; en même temps, elle a développé son arsenal de mystifications démocratiques pour dévoyer les luttes – en particulier dans des pays qui étaient encore gouvernés par des dictatures ouvertes – vers des buts politiques bourgeois. Au niveau des luttes elles-mêmes, elle a fait face au désenchantement croissant vis-à-vis des syndicats officiels et à la menace d'auto-organisation en développant des formes de syndicalisme, qui pouvaient même recouvrir des formes "en dehors des syndicats" (les coordinations mises en place par l'extrême gauche en France par exemple).

L'article commençait par reconnaître que beaucoup de discours optimistes sur la "révolution en 1968" avaient bien sûr été utopiques. Ce fut en partie le cas parce que toute la discussion à propos de la possibilité de la révolution s'était trouvée biaisée par des positions gauchistes selon lesquelles ce qui se passait au Vietnam ou à Cuba était vraiment des révolutions socialistes qui devaient être soutenues activement par la classe ouvrière des pays centraux. Mais aussi parce que, même lorsque la révolution était comprise comme quelque chose qui impliquait réellement la transformation des rapports sociaux, les conditions objectives en 1968, par-dessus tout la crise économique mondiale, ne faisaient que commencer à fournir la base matérielle d'un défi révolutionnaire au capitalisme. Depuis lors, les choses

sont devenues plus difficiles, mais plus profondes.

*"On parle peut être moins facilement de révolution en 1988 qu'en 1968. Mais lorsqu'aujourd'hui le mot est crié dans une manifestation qui dénonce la nature bourgeoise des syndicats à Rome ou dans une manifestation de chômeurs à Bilbao il a un sens autrement plus concret et profond que dans les assemblées enfiévrées et pleines de fausses illusions de 1968.*

*1968 avait affirmé le retour de l'objectif révolutionnaire. Pendant 20 années les conditions de sa réalisation n'ont cessé de mûrir. L'enfoncement du capitalisme dans sa propre impasse, la situation de plus en plus insupportable que cela crée pour l'ensemble des classes exploitées, l'expérience cumulée par la combativité ouvrière, tout cela conduit à cette situation dont parlait Marx, qui rend "tout retour en arrière impossible".*

### Le tournant de 1989

Il y a beaucoup de choses dans cette analyse auxquelles nous pouvons toujours adhérer aujourd'hui. Et cependant, nous ne pouvons qu'être frappés par une phrase qui résume l'évaluation de la troisième vague de lutte de cet article :

*"Enfin, la récente mobilisation des travailleurs de la Ruhr en Allemagne et la reprise des grèves en Grande-Bretagne en 1988 (voir l'éditorial de ce numéro) confirment que cette troisième vague internationale de luttes ouvrières, qui dure depuis maintenant plus de 4 ans est loin d'être terminée".*

En fait, la troisième vague, et d'ailleurs toute la période de luttes depuis 1968, devait arriver à une fin subite avec l'effondrement du bloc de l'Est en 1989-91 et la marée de campagnes sur la mort du communisme qui l'a accompagné. Le changement historique dans la situation mondiale a marqué l'arrivée définitive d'une nouvelle phase dans le déclin du capitalisme : la phase de décomposition.

Le CCI avait déjà remarqué les symptômes de décomposition antérieurement, dans les années 80, et une discussion à propos de ses implications pour la lutte de classe était déjà en cours dans l'organisation. Cependant, l'article sur Mai 68 dans la Revue Internationale 53 aussi bien que l'éditorial dans le même numéro, montrent

clairement que sa signification la plus profonde n'avait pas été saisie. L'article sur 68 a un sous-titre "20 ans de décomposition" sans que soit fournie une explication du terme, alors que l'éditorial ne s'applique qu'à ses manifestations au niveau des conflits impérialistes – le phénomène qui a ensuite été qualifié de "libanisation", la tendance de pays-nations entiers à se désintégrer sous le poids de rivalités impérialistes de plus en plus irrationnelles. Il est probable que ces imprécisions aient reflété les réelles différences qui étaient apparues au 8<sup>ème</sup> congrès du CCI vers la fin de 1988.

L'ambiance dominante à ce congrès avait été celle d'un optimisme et d'une euphorie illusoire. Cela reflétait en partie l'enthousiasme compréhensible causé par l'intégration de deux nouvelles sections du CCI au congrès, au Mexique et en Inde. Mais cela s'exprimait surtout dans certaines analyses de la lutte de classe qui avaient été mises en avant : l'idée que ce n'était une question de mois pour que les nouvelles mystifications bourgeoises s'usent à leur tour, des espoirs démesurés dans les luttes qui avaient lieu en Russie, la conception d'une troisième vague qui avançait toujours avec des hauts et des bas, et par-dessus tout, une réticence à accepter l'idée que, face à la décomposition sociale croissante, la lutte de classe semblait marquer un "temps d'arrêt" ou piétiner (ce qui, étant donnée la gravité des enjeux en résultant, ne pouvait qu'impliquer une tendance au reflux ou à la régression). Ce point de vue était défendu par Marc Chirik et une minorité de camarades au congrès. Il était fondé sur une claire conscience que le développement de la décomposition exprimait une sorte de blocage historique entre les classes. La bourgeoisie n'avait pas infligé une défaite historique décisive à la classe ouvrière, et n'était pas capable de la mobiliser pour une nouvelle guerre mondiale ; mais la classe ouvrière, malgré les 20 ans de lutte qui avaient empêché la marche à la guerre, et qui d'ailleurs avaient vu des développements importants de la conscience de classe, avait été incapable de développer la perspective de la révolution, de poser sa propre alternative politique à la crise du système. Privé de toute issue mais toujours enfoncé dans une crise économique de longue durée, le capitalisme commençait à pourrir sur

le pied, et cette pourriture affectait la société capitaliste à tous les niveaux.<sup>8</sup>

Ce diagnostic a été puissamment confirmé par l'effondrement du bloc de l'Est. D'un côté, cet événement considérable était un produit de la décomposition. Il mettait en lumière l'impasse profonde de la bourgeoisie stalinienne qui était empêtrée dans un bourbier économique mais manifestement incapable de mobiliser ses travailleurs dans une solution militaire à la banqueroute de son économie (les luttes en Pologne en 1980 l'avaient clairement démontré à la classe dominante stalinienne). En même temps, il montrait les faiblesses politiques graves de cette partie de la classe ouvrière mondiale. Le prolétariat du bloc russe avait certes démontré sa capacité à lutter sur le terrain économique défensif, mais confronté à un événement historique énorme qui s'exprimait lui-même largement au niveau politique, il était complètement incapable d'offrir sa propre alternative et, en tant que classe, a été noyé dans le soulèvement démocratique faussement décrit comme une série de "révolutions du peuple".

En retour, ces événements ont considérablement accéléré le processus de décomposition à l'échelle mondiale. C'était plus évident au niveau impérialiste, quand l'effondrement rapide du vieux système des blocs a permis à la tendance au "chacun pour soi" de dominer de façon croissante les rivalités diplomatiques et militaires. Mais c'était vrai aussi concernant le rapport de force entre les classes. Dans le sillage de la débâcle du bloc de l'Est, les campagnes de la bourgeoisie mondiale sur la mort du communisme, sur l'impossibilité de toute alternative de la classe ouvrière au capitalisme, ont porté d'autres coups à la capacité de la classe ouvrière internationale – en particulier dans les pays centraux du système – à engendrer une perspective politique.

Le CCI n'avait pas prévu les événements de 1989-91, mais a été capable de leur répondre avec une analyse cohérente basée sur le travail théorique antérieur. Cela était vrai en ce qui

8. Pour un bilan plus développé des luttes des dernières décennies, qui prend en compte les tendances à surestimer le potentiel immédiat de la lutte de classe dans nos analyses, voir : "Rapport sur la lutte de classe du 21<sup>ème</sup> Congrès du CCI", *Revue Internationale* 156, hiver 2016.

concerne à la fois la compréhension des facteurs économiques impliqués dans la chute du stalinisme<sup>9</sup>, et la prévision du chaos grandissant qui, en l'absence de blocs, allait alors se déclencher dans la sphère des conflits impérialistes<sup>10</sup>. Quant au niveau de la lutte de classe, nous avons été capables de voir que le prolétariat était maintenant confronté à une période particulièrement difficile :

*"L'identification systématiquement établie entre communisme et stalinisme, le mensonge mille fois répété, et encore plus martelé aujourd'hui qu'auparavant, suivant lequel la révolution prolétarienne ne peut conduire qu'à la faillite, vont trouver avec l'effondrement du stalinisme, et pendant toute une période, un impact accru dans les rangs de la classe ouvrière. C'est donc à un recul momentané de la conscience du prolétariat, dont on peut dès à présent - notamment avec le retour en force des syndicats - noter les manifestations, qu'il faut s'attendre. Si les attaques incessantes et de plus en plus brutales que le capitalisme ne manquera pas d'asséner contre les ouvriers vont les contraindre à mener le combat, il n'en résultera pas, dans un premier temps, une plus grande capacité pour la classe à avancer dans sa prise de conscience. En particulier, l'idéologie réformiste pèsera très fortement sur les luttes de la période qui vient, favorisant grandement l'action des syndicats.*

*Compte tenu de l'importance historique des faits qui le déterminent, le recul actuel du prolétariat, bien qu'il ne remette pas en cause le cours historique, la perspective générale aux affrontements de classes, se présente comme bien plus profond que celui qui avait accompagné la défaite de 1981 en Pologne. Cela dit, on ne peut en prévoir à l'avance l'ampleur réelle ni la durée. En particulier, le rythme de l'effondrement du capitalisme occidental - dont on peut percevoir à l'heure actuelle une accélération avec la perspective d'une nouvelle récession ouverte - va constituer un facteur déterminant du moment où le prolé-*

*riat pourra reprendre sa marche vers la conscience révolutionnaire."*<sup>11</sup>

Ce passage est très clair sur l'impact profondément négatif de l'effondrement du stalinisme, mais il contient encore une certaine sous-estimation de la profondeur du reflux. L'estimation selon laquelle "cela serait momentanément" affaiblit déjà la position qui suit affirmant que le recul allait être "beaucoup plus profond que celui qui a accompagné la défaite de 1981 en Pologne", et ce problème allait se manifester dans notre analyse au cours des années qui ont suivi, en particulier dans l'idée que certaines luttes dans les années 90 – en 92 et de nouveau en 98 – marquaient la fin du recul. En réalité, à la lumière des trois dernières décennies, nous pouvons dire que le recul dans la conscience de classe n'a pas seulement continué, mais s'est approfondi, causant une espèce d'amnésie vis-à-vis des acquis et des avancées de la période 1968-1989.

Quels sont les principaux indicateurs de cette trajectoire ?

- L'impact de la crise économique à l'Ouest n'a pas été aussi linéaire que le passage cité ci-dessus l'implique. Les convulsions répétées de l'économie ont certainement affaibli les rodonnades de la classe dominante au début des années 90, selon lesquelles, avec la fin du bloc de l'Est, nous allions alors entrer dans une période de prospérité absolue. Mais la bourgeoisie a été capable de développer de nouvelles formes de capitalisme d'État et des manipulations économiques (caractérisées dans le concept de "néo-libéralisme") qui ont maintenu au moins une illusion de croissance, tandis que le développement réel de l'économie chinoise en particulier en a convaincu beaucoup que le capitalisme peut s'adapter indéfiniment et toujours trouver des nouvelles façons de se sortir de sa crise. Et quand les contradictions sous-jacentes revenaient à la surface, comme elles l'ont fait avec le grand crash financier de 2008, elles peuvent avoir stimulé certaines réactions prolétariennes (dans la période 2010-2013 par exemple) ; mais en même temps, la forme même qu'a pris cette crise "un resserrement du crédit" impliquant une perte massive des économies pour des

millions de travailleurs, rendait plus difficile de répondre sur un terrain de classe, puisque l'impact semblait plus affecter les ménages individuels qu'une classe associée.<sup>12</sup>

- La décomposition sape cette conscience du prolétariat en tant que force sociale distincte de beaucoup de façons, qui exacerbent toutes l'atomisation et l'individualisme inhérents à la société bourgeoise. Nous pouvons voir cela, par exemple, à travers la tendance à la formation de gangs dans les centres urbains, qui expriment à la fois un manque de toute perspective économique pour une partie considérable de la jeunesse prolétarienne, et une recherche désespérée d'une communauté de rechange qui aboutit à la création de divisions meurtrières entre les jeunes, basées sur des rivalités entre différents quartiers et différentes conditions, sur la concurrence pour le contrôle de l'économie locale de la drogue, ou sur des différences raciales ou religieuses. Mais la politique économique de la classe dominante a aussi délibérément attaqué tout sentiment d'identité de classe – à la fois en faisant éclater le vieux centres industriels de résistance de la classe ouvrière et en introduisant des formes beaucoup plus atomisées de travail, comme ladite "gig economy" (économie des petits boulots) où les ouvriers sont régulièrement traités comme des "autoentrepreneurs".

- Le nombre croissant de guerres sanglantes et chaotiques qui caractérise cette période tout en réfutant carrément l'affirmation selon laquelle la fin du stalinisme ferait cadeau à l'humanité d'un "dividende de paix", ne fournit pas la base d'un développement général de la conscience de classe, comme il l'a fait par exemple au cours de la Première Guerre mondiale, quand le prolétariat des pays centraux était directement mobilisé pour la tuerie. La bourgeoisie a appris des conflits sociaux du passé provoqués par la guerre (y compris la résistance contre la guerre du Vietnam) et, dans les pays clefs en Occident, elle a fait de son mieux pour éviter l'emploi d'armées de conscrits et pour confiner ses guerres à la périphérie du système. Cela n'a pas empêché ces confrontations militaires d'avoir un impact très

9. Voir "Thèses sur la crise politique et économique dans les pays de l'Est", *Revue Internationale* 60, 1<sup>er</sup> trimestre 1990.

10. Voir en particulier "Texte d'orientation : Militarisme et décomposition", *Revue Internationale* 64, 1<sup>er</sup> trimestre 1991.

11. "Thèses sur la crise politique et économique dans les pays de l'Est", *Revue Internationale* 64, 1<sup>er</sup> trimestre 1990.

12. Voir le point 15 de la Résolution sur la lutte de classe du 22<sup>ème</sup> Congrès du CCI, *Revue internationale* n° 159.

réel sur les pays centraux, mais cela a pris principalement des formes qui tendent à renforcer le nationalisme et à se reposer sur la "protection" de l'État : l'accroissement énorme du nombre de réfugiés qui fuient les zones de guerre, et l'action des groupes terroristes visant à riposter contre la population des pays les plus développés<sup>13</sup>.

- Au niveau politique, en l'absence d'une perspective prolétarienne claire, nous avons vu différentes parties de la classe ouvrière être influencées par les fausses critiques du système offertes par le populisme d'une part et le djihadisme d'autre part. L'influence croissante de la "politique identitaire" parmi les couches les plus instruites de la classe ouvrière est une autre expression de cette dynamique : le manque d'identité de classe est aggravé par la tendance à la fragmentation en identités raciales, sexuelles et autres, renforçant l'exclusion et la division, alors que seul le prolétariat qui lutte pour ses propres intérêts peut être véritablement inclusif.

- Nous devons faire face à la réalité de toutes ces difficultés et en dégager les conséquences politiques pour la lutte pour changer la société. Mais, dans notre vision, alors que le prolétariat ne peut éviter la dure école des défaites, les difficultés croissantes et même des défaites partielles ne sont pas encore parvenus au point de signifier une défaite historique de la classe et la disparition de la possibilité du communisme.

Dans les dernières décennies ou à peu près, il y a eu un certain nombre de mouvements importants qui donnent une assise à cette conclusion. En 2006, nous avons vu la mobilisation massive de la jeunesse scolarisée en France contre le CPE<sup>14</sup>. Les media de la classe dominante décrivent souvent les luttes en France, même si elles sont étroitement contrôlées par les syndicats, comme dans la dernière occasion<sup>15</sup>, comme agitant le spectre

d'un "nouveau Mai 68", la meilleure façon de déformer les leçons réelles de Mai. Mais le mouvement de 2006 a fait, dans un sens, revivre "l'esprit" authentique de 68 : d'un côté, parce que ses protagonistes redécouvraient des formes de lutte qui étaient apparues à cette époque, en particulier les assemblées générales où pouvaient avoir lieu de réelles discussions, et où les jeunes participants étaient prêts à écouter le témoignage de camarades plus âgés qui avaient pris part aux événements de 68. Mais en même temps, ce mouvement, qui avait débordé l'encadrement syndical, contenait le risque réel d'attirer les employés et les ouvriers dans une voie semblablement "incontrôlée", précisément comme en mai 1968, et c'est pourquoi le gouvernement a retiré son projet de loi.

En mai 2006 également, 23 000 métallurgistes de Vigo, dans la province de Galice en Espagne se sont mis massivement en grève contre une réforme du travail dans ce secteur et au lieu de rester enfermés dans l'usine, sont allés chercher la solidarité d'autres entreprises, notamment aux portes des chantiers navals et des usines Citroën, ont organisé des manifestations dans la ville pour rallier toute la population et surtout des assemblées générales publiques quotidiennes totalement ouvertes aux autres travailleurs, actifs, chômeurs ou retraités. Ces assemblées prolétariennes ont été le poumon d'une lutte aux méthodes exemplaires pendant une semaine, jusqu'à ce que le mouvement soit pris en tenailles entre la répression violente et les manœuvres négociatrices des syndicats avec la direction.

En 2011, nous avons vu la vague de révoltes sociales au Moyen Orient et en Grèce, qui a culminé dans le mouvement des "Indignados" en Espagne ou "Occupy" aux États-Unis. L'élément prolétarien dans ces mouvements était variable d'un pays à l'autre, mais il a été le plus fort en Espagne, où nous avons vu l'adoption largement répandue de la forme assemblée ; un élan internationaliste puissant qui saluait les expressions de solidarité de participants de tous les coins du monde et où le mot d'ordre "révolution mondiale" était pris au sérieux, peut-être pour la première fois depuis la vague révolutionnaire de 1917 ; une reconnaissance

que "le système est obsolète" et une forte volonté de discuter la possibilité d'une nouvelle forme d'organisation sociale. Dans les nombreuses discussions animées qui ont eu lieu dans les assemblées et les commissions sur les questions de morale, science et culture, dans la remise en question omniprésente des dogmes selon lesquels les rapports capitalistes sont éternels – on a vu ici de nouveau l'esprit réel de mai 68 prendre forme.

Evidemment, la plupart de ces mouvements présentaient de nombreuses faiblesses que nous avons analysées ailleurs<sup>16</sup>, la moindre n'étant pas la tendance chez ceux qui participaient à se voir comme "citoyens" plutôt que comme prolétaires, et donc une réelle vulnérabilité à l'idéologie démocratique qui allait permettre aux partis bourgeois comme Syriza en Grèce et Podemos en Espagne de se présenter comme les vrais héritiers de ces révoltes. Et, d'une certaine façon, comme dans toute défaite prolétarienne, plus haut vous montez, plus bas vous tombez : le reflux de ces mouvements a approfondi encore le recul général ans la conscience de classe. En Egypte, où le mouvement sur les places a inspiré le mouvement en Grèce et en Espagne, les illusions sur la démocratie avaient préparé la voie à la restauration de la même sorte de gouvernance autoritaire qui avait été le catalyseur initial du "printemps arabe" ; en Israël, où les manifestations de masse ont lancé une fois le mot d'ordre internationaliste : "Netanyahu, Moubarak, Assad, même ennemi", la politique militariste brutale du gouvernement Netanyahu a repris maintenant le dessus. Et plus grave que tout, en Espagne, beaucoup de jeunes gens qui avaient pris part au mouvement des "Indignados" ont été embarqués dans l'impasse absolue du nationalisme catalan ou espagnol.

L'apparition de cette nouvelle génération de prolétaires dans les mouvements de 2006 et 2011 a aussi donné naissance à une nouvelle recherche de la politique communiste dans une minorité, mais les espoirs que cela ferait surgir tout un nouvel apport de forces révolutionnaires ne se sont pas, pour

13. Voir les points 16 et 17 de la résolution citée précédemment.

14. CPE = contrat première embauche, une mesure visant à accroître la précarité du travail pour les jeunes travailleurs. Pour une analyse de ce mouvement, voir "Thèses sur le mouvement des étudiants du printemps 2006 en France", *Revue Internationale* n° 125, 2<sup>ème</sup> trimestre 2006.

15. Grève "perlée" des cheminots : une manœuvre des syndicats pour nous diviser !

(tract).

16. Voir "Les indignés en Espagne, Grèce et Israël : de l'indignation à la préparation de la lutte de classe", *Revue Internationale* 147, 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

## À propos de nos réunions publiques sur le cinquantenaire de Mai 68

# Mai 68 a-t-il vraiment signifié la fin de près d'un demi-siècle de contre-révolution ?

**Le CCI a tenu des réunions publiques dans un certain nombre de pays et villes à l'occasion du 50e anniversaire de Mai 68.** D'une manière générale l'assistance se reconnaissait globalement dans les principales caractérisations du mouvement que nous avons mises en avant :

- Ce qui donne à ces événements leur caractère historique, c'est le réveil de la lutte de classe s'exprimant dans la grève ouvrière la plus massive ayant jamais existé à cette époque - 10 millions d'ouvriers en grève - et dont le développement ne doit rien à l'action des syndicats mais tout à l'initiative des ouvriers eux-mêmes partant spontanément en lutte ;

- Ce mouvement de la classe ouvrière, qui n'a en rien été à la remorque d'une agitation étudiante importante concomitante, a en partie été catalysé par la répression brutale des étudiants qui a suscité une indignation profonde chez les ouvriers ;

- Cet épisode historique a donné naissance à ambiance inédite, telle qu'il n'en existe que lors de grands mouvements de la classe ouvrière : la parole se libère dans les rues, les universités et certaines entreprises occupées qui deviennent le cœur d'intenses discussions politiques ;

- Fondamentalement, ce formidable mouvement est le produit des premières morsures de la crise économique ouverte qui faisait son retour en affectant une classe ouvrière dont les jeunes générations se libéraient du poids écrasant de la période de contre-révolution ;

- Ce mouvement voyait ainsi la chute d'un verrou important de la lutte de classe, le contrôle écrasant du stalinisme et de ses courroies de transmission syndicales.

L'idée que Mai 68 avait constitué le signal d'un développement d'une vague de luttes à l'échelle internationale n'a en général pas surpris les participants. Mais paradoxalement, il n'en a pas toujours été de même concernant cette autre idée que Mai 68 marquait la fin de la longue période de contre-révolution résultant de la défaite de la première vague révolutionnaire mondiale et, en même temps, ouvrait un cours nouveau aux affrontements de classe entre bourgeoisie et prolétariat. En particulier un certain nombre de caractéristiques de la période actuelle, comme par exemple le développement de l'intégrisme, la multiplication des guerres sur la planète, etc. tendaient à être interprétés comme des signes d'une période contre-révolutionnaire.

C'est une erreur qui à notre avis a sa source dans une double difficulté.

D'une part la connaissance insuffisante de ce qu'a été la période de contre-révolution mondiale ouverte avec la défaite de la première vague révolutionnaire, et de ce fait une difficulté à saisir vraiment ce que veut dire pour la classe ouvrière et sa lutte une telle période, mais aussi pour l'humanité dans la mesure où la barbarie inhérente au capitalisme en crise n'y connaît plus alors aucune limite. C'est pourquoi dans cet article nous prenons

le parti de revenir de façon circonstanciée sur cette période.

D'autre part, la période ouverte avec Mai 68, bien qu'elle puisse paraître plus familière aux générations qui – directement ou indirectement - ont connu Mai 68, sa dynamique d'ensemble sous-jacente ne s'appréhende pas spontanément. En particulier, elle peut se trouver occultée par des événements, des situations qui pour être importants n'en constituent pas pour autant des facteurs déterminants. C'est pourquoi nous reviendrons également

sur cette période en mettant en évidence ses différences fondamentales avec la période de contre-révolution.

### L'histoire de la lutte de classe est faite d'avancées et de reculs

Le phénomène que chacun a pu constater à un niveau immédiat, à savoir qu'après une lutte la mobilisation ouvrière tend à retomber et souvent avec elle la volonté de se battre, existe aussi à un niveau plus profond à l'échelle de l'histoire. En fait, celle-ci permet de vérifier la validité de ce qu'avait signalé Marx à ce sujet dans *Le 18 Brumaire*, c'est-à-dire l'alternance de poussées, souvent très vives et fulgurantes de la lutte prolétarienne (1848-49, 1864-71, 1917-23) et de reculs de celle-ci (à partir de 1850, 1872, et 1923) qui d'ailleurs, à chaque fois, ont conduit à la disparition ou à la dégénérescence des organisations politiques que la classe s'était données dans la période de montée des luttes (Ligue des Communistes : création en 1847, dissolution en 1852 ; AIT - Association Internationale des Travailleurs : fondation en 1864, dissolution en 1876 ; Internationale Communiste : fondation en 1919, dégénérescence et mort dans le milieu des années 20 ; la vie de l'Internationale Socialiste 1889-1914, ayant suivi un cours globalement similaire mais de façon moins nette. ("[Le cours historique](#)", *Revue internationale* n° 18)

La défaite de la première vague révolutionnaire mondiale de 1917-23 a ouvert la période de contre-révolution la plus longue, la plus profonde et la plus terrible jamais subie par le prolétariat et conduisant à la perte de ses repères par la classe ouvrière dans son ensemble, les rares organisations demeurées fidèles à la révolution se réduisant à d'infimes minorités. Mais aussi ouvrant la porte à un déchaînement de la barbarie qui allait surpasser les horreurs de la Première Guerre mondiale. C'est par contre une dy-

namique inverse qui s'est développée depuis 1968, et rien ne permet de dire qu'actuellement cette dernière ait à son tour été épuisée, malgré les difficultés importantes que connaît le prolétariat depuis le début des années 1990 avec l'extension et l'approfondissement de la barbarie sur la planète.

### **La période 1924 – 1967 : la plus profonde contre-révolution jamais subie par la classe ouvrière**

L'expression "Il est minuit dans le siècle", du titre d'un livre de Victor Serge<sup>1</sup>, s'applique parfaitement à la réalité de ce cauchemar long de près d'un demi-siècle.

Différents coups terribles portés très tôt à la vague révolutionnaire mondiale ouverte avec la révolution russe en 1917, constituent déjà l'antichambre de la longue série des offensives bourgeoises contre la classe ouvrière qui précipiteront le mouvement ouvrier dans les abysses de la contre-révolution. Car, pour la bourgeoisie, il ne s'agira pas seulement de vaincre la révolution, il faudra porter à la classe ouvrière des coups dont elle ne puisse se relever. Face à une vague révolutionnaire mondiale qui avait menacé l'ordre capitaliste mondial, et c'était effectivement son objectif conscient et affiché<sup>2</sup>, la bourgeoisie ne pouvait simplement se contenter de faire refluer le prolétariat. Elle devait faire tout ce qui était en son pouvoir afin qu'à l'avenir cette expérience laisse une image telle aux prolétaires du monde entier qu'il ne leur viendrait jamais plus l'envie de recommencer. Il lui fallait, aussi et surtout, tenter de discréditer à jamais l'idée de révolution communiste et de la possibilité d'établir une société sans guerre, sans classes et sans exploitation. Pour cela elle a pu bénéficier de circonstances politiques qui lui ont été considérablement favorables : la perte du bastion révolutionnaire en Russie

ne s'est pas effectuée par sa défaite dans l'affrontement militaire aux armées blanches qui tentèrent d'envahir la Russie, mais suite à sa propre dégénérescence interne (à la quelle bien sûr l'effort de guerre considérable contribua grandement). Si bien qu'il sera aisé à la bourgeoisie de faire passer pour du communisme la monstruosité qui est née de la défaite politique de la révolution, l'URSS socialiste. Il fallait dans le même temps que cette dernière soit perçue comme étant la destinée inévitable de toute lutte du prolétariat pour son émancipation. À ce mensonge, participeront toutes les fractions de la bourgeoisie mondiale, dans tous les pays, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche trotskiste<sup>3</sup>.

Lorsque les principales bourgeoisies impliquées dans la guerre mondiale mirent un terme à celle-ci en novembre 1918, ce fut dans le but évident d'éviter que de nouveaux foyers révolutionnaires ne viennent grossir le flot de la révolution, victorieuse en Russie et menaçante en Allemagne, alors que la bourgeoisie de ce pays se trouvait affaiblie par la défaite militaire. Cela permit d'empêcher que la fièvre révolutionnaire, stimulée par la barbarie des champs de batailles ainsi que par l'exploitation et la misère insupportables à l'arrière des lignes de front, ne s'emparent également d'autres pays comme la France, la Grande-Bretagne, ... Et ce but fut globalement atteint. Dans les pays vainqueurs, le prolétariat qui avait pourtant acclamé avec ferveur la révolution russe, ne s'engagea pas massivement derrière le drapeau de la révolution en vue du renversement du capitalisme, afin d'en finir pour toujours avec les horreurs de la guerre. Épuisé par quatre années de souffrance dans les tranchées ou dans les usines d'armement, il aspirait plutôt à se reposer en "profitant" de la paix que venaient de lui "offrir" les brigands impérialistes. Et vu que dans toutes les guerres, c'est toujours le vaincu qui, en dernière analyse, est reconnu comme le fauteur de celles-ci, dans le discours de l'Entente (France, Royaume Unis, Russie) la responsabi-

lité du capitalisme comme un tout s'effaçait derrière celle des empires centraux (Allemagne, Autriche, Hongrie). Pire, en France, la bourgeoisie promettait aux ouvriers une nouvelle ère de prospérité sur la base des réparations qui seraient imposées à l'Allemagne. Ce faisant le prolétariat en Allemagne et en Russie tendait à être d'autant plus isolé.

Mais ce qui adviendra, dans les pays vainqueurs comme dans les vaincus, c'est l'avenir que Rosa Luxemburg avait tracé dans sa brochure de Junius : si le prolétariat mondial ne parvenait pas, par sa lutte révolutionnaire, à ériger une nouvelle société sur les ruines fumantes du capitalisme, alors inévitablement ce dernier infligerait à l'humanité des calamités encore bien pires.

L'histoire de cette nouvelle descente aux enfers, qui culminera avec les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, se confond sur beaucoup d'aspects avec celle de la contre-révolution qui connaîtra son apogée à la fin de ce conflit.

### **L'offensive des armées blanches contre la Russie soviétiques et l'échec des tentatives révolutionnaires en Allemagne et en Hongrie**

Très tôt après Octobre 1917, le pouvoir soviétique est confronté aux offensives militaires de l'impérialisme allemand qui ne veut pas entendre parler de paix<sup>4</sup>. Les armées blanches, soutenues économiquement depuis l'étranger, se structurent dans plusieurs parties du pays. Et puis, de nouvelles armées blanches, directement mises sur pieds depuis l'étranger, sont lancées contre la révolution et ce jusqu'en 1920. Le pays est encerclé, pris en étau par les armées blanches et asphyxié économiquement. La guerre civile laisse derrière elle un pays totalement exsangue. Près de 980 000 morts dans les rangs de l'Armée Rouge, aux alentours de 3 millions au sein des populations civiles.<sup>5</sup>

En Allemagne, l'axe de la contre-révolution est constitué par l'alliance de deux forces majeures : le SPD traître

1. Victor Serge est d'abord connu pour sa célèbre narration de l'histoire de la révolution russe, *L'an I de la Révolution russe*.

2. "Une nouvelle époque est née : l'époque de la désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. L'époque de la révolution communiste du prolétariat". Lettre d'invitation au premier Congrès de l'Internationale communiste. À ce sujet, lire notre article de la série "Le communisme n'est pas un bel idéal, il est à l'ordre du jour de l'histoire", "*La Plateforme de l'Internationale Communiste*". *Revue internationale* n° 94.

3. La Quatrième internationale, en soutenant la Russie impérialiste (après la mort de Trotsky), trahissait à son tour l'internationalisme prolétarien. Voir notre article "Le trotskisme et la deuxième guerre mondiale" au sein de notre brochure "Le Trotskisme contre la classe ouvrière".

4. Ce qui conduira à la nécessité pour le pouvoir en Russie de signer les accords de Brest-Litovsk, afin d'éviter le pire.

5. Lire notre article "La bourgeoisie mondiale contre la révolution d'Octobre (Première partie)", de la *Revue internationale* n° 160.

et l'armée. Celles-ci sont à l'origine de la mise sur pieds d'une nouvelle force, les Corps francs, les mercenaires de la contre-révolution, le noyau de ce qui deviendra le mouvement nazi. La bourgeoisie inflige un coup terrible au prolétariat berlinois en l'entraînant dans une insurrection prématurée à Berlin réprimée sauvagement en janvier 1919 (la commune de Berlin). Des milliers d'ouvriers berlinois et de communistes - vu que la majorité d'entre eux étaient également ouvriers - sont assassinés (1200 ouvriers sont passés par les armes), suppliciés et jetés en prisons. R. Luxemburg, K. Liebknecht et ensuite Léo Jogiches sont assassinés. La classe ouvrière perdait une partie de son avant-garde et son plus clairvoyant leader en la personne de Rosa Luxemburg, laquelle aurait constitué une précieuse boussole face aux tourmentes à venir.

En plus de l'incapacité du mouvement ouvrier en Allemagne à déjouer cette manœuvre, celui-ci souffrira d'un manque criant de coordination entre les différents centres du mouvement : Après la commune de Berlin, des luttes défensives éclatent dans la Ruhr impliquant des millions de mineurs, de sidérurgistes, d'ouvriers du textile des régions industrielles du Bas-Rhin et de Westphalie (1<sup>er</sup> trimestre 1919) ; s'ensuivront (fin mars) des luttes en Allemagne centrale et de nouveau à Berlin. Le conseil exécutif de la république des conseils de Bavière est proclamé à Munich puis il est renversé et la répression s'abat. Berlin, la Ruhr, de nouveau Berlin, Hambourg, Brême, l'Allemagne centrale, la Bavière, partout le prolétariat est écrasé paquet par paquet. Toute la férocité, la barbarie, la ruse, l'appel à la délation, et la technologie militaire sont mis au service de la répression. Ainsi par exemple, "*pour reconquérir l'Alexanderplatz à Berlin, on a eu recours, pour la première fois dans l'histoire des révolutions, à toutes les armes utilisées sur les champs de bataille : artillerie légère et lourde, bombes pouvant peser jusqu'à un quintal, reconnaissance aérienne et bombardement aérien*"<sup>6</sup>. Des milliers d'ouvriers sont fusillés ou tués dans les combats ; les communistes sont

6. Paul Frölich, Rudolf Lindau, Albert Schreiner, Jakob Walcher, "Révolution et contre-révolution en Allemagne 1918-1920", éditions Science Marxiste, 2013.

pourchassés et beaucoup condamnés à mort.

Les ouvriers en Hongrie en mars se dressent eux-aussi contre le capital dans des affrontements révolutionnaires. Le 21 mars 1919 la République des conseils est proclamée mais elle est écrasée durant l'été par les troupes contre-révolutionnaires. Pour davantage d'information, lire nos articles de la *Revue internationale*<sup>7</sup>.

Malgré les tentatives héroïques ultérieures du prolétariat en Allemagne, en 1920 (face au putsch de Kapp) et en 1921 (action de Mars)<sup>8</sup>, qui témoignent de la persistance d'une forte combativité, il s'avèrera que la dynamique n'était plus au renforcement politique du prolétariat allemand comme un tout, mais bien l'inverse.

### La dégénérescence de la révolution en Russie même

Les ravages des guerres contre les offensives de la réaction internationale, notamment les pertes considérables subies par le prolétariat ; l'affaiblissement politique de celui-ci avec la perte de leur pouvoir politique par les conseils ouvriers et la dissolution de la Garde rouge ; l'isolement politique de la révolution, tout cela a constitué le terrain favorable au développement de l'opportunisme au sein du parti bolchevique et de l'internationale communiste<sup>9</sup>. La répression l'insurrection de Kronstadt en 1921, qui eut lieu en réaction à la perte de leur pouvoir par les soviets, fut ordonnée par le parti bolchevique. D'avant-garde de la révolution au moment de la prise du pouvoir, celui-ci allait devenir l'avant-

7. "Révolution allemande (iii) : l'insurrection prématurée" de la *Revue internationale* n° 83 et "Il y a 90 ans, la révolution allemande : la guerre civile en Allemagne (1918-1919)" de la *Revue internationale* n° 136.

8. Lire notre article "L'action de mars 1921, le danger de l'impatience petite-bourgeoise" de la *Revue internationale* n° 93.

9. "*Les tentatives de gagner le soutien des masses dans une phase de déclin de l'activité de ces masses conduisirent à des "solutions" opportunistes – l'insistance croissante sur le travail au sein du parlement et des syndicats, les appels au "Peuples d'orient" à se dresser contre l'impérialisme et, surtout, la politique de front unique avec les partis socialistes et social-démocrates qui jetait par-dessus bord toute la clarté si chèrement acquise sur la nature capitaliste de ceux qui étaient devenus des social patriotes.*" "La gauche communiste et la continuité du marxisme", dans "qu'est-ce que le CCI ?" sur notre site.

garde de la contre-révolution au terme d'une dégénérescence interne que n'ont pu empêcher les fractions qui se sont dégagées au sein de ce parti pour justement y lutter contre l'opportunisme croissant<sup>10</sup>.

Disparues les larges masses qui en Russie, Allemagne, Hongrie, ... partaient à l'assaut du ciel. Celles-ci exsangues, épuisées, vaincues, n'en peuvent plus. Dans les pays vainqueurs de la guerre, le prolétariat s'est insuffisamment manifesté. Tout ceci allait signifier la défaite politique du prolétariat partout dans le monde.

### Le stalinisme devient le fer de lance de la bourgeoisie mondiale contre la révolution

Le processus de dégénérescence de la révolution russe connait une accélération avec la prise de contrôle du parti bolchevique par Staline. L'adoption en 1925 de la thèse du "socialisme en un seul pays", laquelle devenait la doctrine du parti bolchevique et de l'Internationale communiste, a constitué un point de rupture et de non-retour. Cette véritable trahison de l'internationalisme prolétarien, principe de base de la lutte prolétarienne et de la révolution communiste, était désormais assumée et défendue par tous les partis communistes du monde<sup>11</sup> contre le projet historique de la classe ouvrière. En même temps qu'elle signe l'abandon de tout projet prolétarien, la thèse du socialisme en un seul pays correspond à la démarche d'insertion de la Russie dans le capitalisme mondial.

Dès le milieu des années 1920, Staline va mener une politique de liquidation impitoyable de tous les anciens compagnons de Lénine en utilisant à outrance les organes de répression que le Parti bolchevique avait mis en place pour résister aux armées blanches (notamment la police politique, la Tcheka).<sup>12</sup> L'ensemble du monde capitaliste

10. Lire dans la série "Le communisme n'est pas un bel idéal, il est à l'ordre du jour de l'histoire" notre article "1922-23 : les fractions communistes contre la montée de la contre-révolution" de la *Revue internationale* n° 101.

11. Ceux-ci aussi connaîtront des fractions de gauche. Voir à ce propos notre article "La Gauche Communiste et la continuité du marxisme".

12. Lire notre article "Comment Staline a exterminé les militants de la révolution d'octobre 1917" dans *Révolution internationale* n° 387.

avait reconnu en Staline l'homme de la situation, celui qui allait éradiquer les derniers vestiges de la révolution d'Octobre et auquel il fallait apporter tout le soutien nécessaire pour briser, exterminer la génération de prolétaires et de révolutionnaires qui, en pleine guerre mondiale, avaient osé engager la lutte à mort contre l'ordre capitaliste.<sup>13</sup>

Les révolutionnaires sont pourchassés et réprimés par le stalinisme, où qu'ils se trouvent, avec l'aide complice des grandes démocraties, les mêmes qui avaient envoyés leurs armées blanches pour affamer et tenter de renverser le pouvoir des soviets.

### **Désormais, "le socialisme c'est l'URSS de Staline", alors que le véritable projet prolétarien tend à disparaître des consciences**

La Russie de Staline sera présentée par la bourgeoisie stalinienne, tout autant que par la bourgeoisie mondiale, comme la réalisation du but ultime du prolétariat, l'instauration du socialisme. Dans cette entreprise, toutes les fractions mondiales de la bourgeoisie ont collaboré, tant les fractions démocrates que les différents PC nationaux.

L'immense majorité de ceux qui croient encore à la révolution identifieront son but à l'instauration d'un régime du type de celui de l'URSS dans les autres pays. Plus la lumière sera faite sur la réalité de la situation de la classe ouvrière en URSS et plus s'approfondira une division dans le prolétariat mondial : Ceux qui continueront à défendre le caractère "progressiste" (malgré tous ses défauts), "sans bourgeoisie", de l'Union Soviétique ; Ceux pour qui, au contraire, la situation en URSS constituera un épouvantail, mais sans pour autant avoir la force de concevoir un projet alternatif. Le projet prolétarien n'est plus alors porté que par des minorités de révolutionnaires, de plus en plus réduites, qui lui sont restées fidèles.

13. Ainsi, par exemple, à partir de 1925 Staline reçoit le soutien sans réserve de la part de la bourgeoisie mondiale à sa lutte contre l'opposition de gauche qui, au sein du parti bolchevik, tentait de maintenir une politique internationaliste contre la thèse de la "construction du socialisme en un seul pays". Lire notre article "Quand les démocraties soutenaient Staline pour écraser le prolétariat" dans *Revue internationale* n° 385.

### **Le prolétariat face à la crise de 1929 et des années 1930**

Les années qui suivent la crise de 1929 sont dramatiques pour les conditions de vie du prolétariat mondial, en particulier en Europe et aux États-Unis. Mais en général ses réactions à cette situation ne pourront pas constituer une réponse à même de déboucher sur une dynamique de développement de la lutte de classe et de remise en question de l'ordre établi. Loin s'en faut. Pire, des réactions notables en France et en Espagne seront dévoyées sur le terrain de l'impasse de la lutte antifasciste.

En France, la grande vague de grèves qui va suivre l'arrivée au gouvernement du Front Populaire en 1936 exprime clairement les limites de la classe ouvrière subissant la chape de plomb de la contre-révolution. La vague de grèves démarre avec des occupations spontanées d'usines et témoigne malgré tout d'une certaine combativité des travailleurs. Mais, dès les premiers jours, la gauche pourra se servir de cette gigantesque masse à manœuvrer pour imposer à l'ensemble de la bourgeoisie française les mesures de capitalisme d'État nécessaires pour faire face à la crise économique et préparer la guerre. S'il est vrai que pour la première fois on assista en France à des occupations d'usines, c'est aussi la première fois qu'on voit les ouvriers chanter à la fois l'Internationale et la Marseillaise, marcher derrière les plis du drapeau rouge mêlés à ceux du drapeau tricolore.<sup>14</sup> L'appareil d'encadrement que constituent le PC et les syndicats est maître de la situation, parvenant à enfermer dans les usines les ouvriers qui se laissent bercer au son de l'accordéon.

Le prolétariat espagnol étant resté

14. Comme notre camarade Marc Chirik le disait lui-même : "*Passer ces années d'isolement terrible, voir le prolétariat français arborer le drapeau tricolore, le drapeau des Versaillais et chanter la Marseillaise, tout cela au nom du communisme, c'était, pour toutes les générations qui étaient restées révolutionnaires, source d'une horrible tristesse*". Et c'est justement au moment de la guerre d'Espagne que ce sentiment d'isolement atteint un de ses points culminants lorsque nombre d'organisations qui avaient réussi à maintenir des positions de classe sont entraînées par la vague "antifasciste". Voir notre article "Marc : De la révolution d'octobre 1917 à la deuxième guerre mondiale", *Revue internationale* n° 65.

relativement à l'écart de la Première Guerre mondiale et de la vague révolutionnaire<sup>15</sup>, ses forces physiques demeuraient relativement intactes pour faire face aux attaques dont il a été victime tout au long des années 1930. Celles-ci feront néanmoins plus d'un million de morts entre 1931 et 1939, dont la partie la plus importante fut la conséquence de la guerre civile entre le camp républicain et celui du général Franco, laquelle n'avait strictement plus rien à voir avec la lutte de classe du prolétariat mais fut au contraire permise par son affaiblissement. La situation s'était précipitée en 1936 avec le coup d'État du général Franco. La riposte ouvrière avait alors été immédiate : le 19 juillet 36, les ouvriers déclarent la grève et se rendent massivement dans les casernes pour désarmer cette tentative, sans se préoccuper des directives contraires du Front Populaire et du gouvernement républicain. Unissant la lutte revendicative à la lutte politique, les ouvriers arrêtent par cette action la main meurtrière de Franco. Mais pas celle de la fraction de la bourgeoisie organisée dans le Front populaire. À peine un an plus tard, le prolétariat de Barcelone se soulève à nouveau, mais désespérément, en mai 1937, et se fait massacrer par le gouvernement de Front Populaire, le Parti Communiste Espagnol et sa succursale catalane du PSUC en tête, tandis que les troupes franquistes arrêtent volontairement leur avance pour permettre aux bourreaux staliniens d'écraser les ouvriers.

Cette terrible tragédie ouvrière, encore aujourd'hui mensongèrement présentée comme "une révolution sociale espagnole" ou "une grande expérience révolutionnaire" marque au contraire, à travers l'écrasement idéologique comme physique des dernières forces vives du prolétariat européen, le triomphe de la contre-révolution. Cette tuerie fut une répétition générale qui ouvrait la voie royale au déchaînement de la guerre impérialiste.<sup>16</sup>

15. Il faut toutefois signaler qu'une forte minorité au sein de la CNT s'était déclarée en faveur de l'adhésion à l'Internationale communiste lors de sa fondation.

16. Voir à ce sujet "*La leçon des événements d'Espagne*" dans le numéro 36 de la *Revue Bilan* (novembre 1936). Republié dans notre brochure "Fascisme & démocratie deux expressions de la dictature du capital".

## Années 1930 : la bourgeoisie a de nouveau les mains libres pour imposer sa solution face à la crise

La république de Weimar s'était illustrée par l'instauration d'une rationalisation poussée à l'extrême de l'exploitation de la classe ouvrière en Allemagne accompagnée par des mesures de représentation des ouvriers dans l'entreprise destinées à les mystifier.

En Allemagne, entre la république de Weimar (1923) et le fascisme (1933), aucune opposition ne se manifesterait : la première avait permis l'écrasement de la menace révolutionnaire, de disperser le prolétariat, de brouiller sa conscience ; la seconde, le nazisme, au terme de cette évolution, consacrerait ce travail, réalisant d'une main de fer l'unité de la société capitaliste sur la base de l'étouffement de toute menace prolétarienne.<sup>17</sup>

Dans tous les pays européens se développent des partis se réclamant soit d'Hitler, soit de Mussolini, dont le programme est le renforcement et la concentration du pouvoir politique et économique aux mains d'un parti unique dans l'État. Leur développement se conjugue avec une vaste offensive antiouvrière de l'État, s'appuyant sur un appareil répressif renforcé par l'armée, et sur les troupes fascistes quand il le faut. De la Roumanie à la Grèce, on voit se développer des organisations de type fasciste qui, avec la complicité de l'État national, se chargent d'empêcher toute réaction ouvrière. La dictature capitaliste devenait ouverte, et prenait le plus souvent la forme du modèle mussolinien ou hitlérien.

Le maintien du cadre de la démocratie est néanmoins rendu possible dans les pays industrialisés les moins touchés par la crise. Celui-ci constitue même une nécessité pour mystifier le prolétariat. Le fascisme, en ayant fait naître "l'antifascisme", a renforcé les capacités de mystification des "puissances démocratiques". Sous couvert de l'idéologie des Fronts Populaires<sup>18</sup> qui permettent de maintenir

les ouvriers désorientés derrière les programmes d'union nationale et de préparation à la guerre impérialiste, et en complicité avec la bourgeoisie russe, la plupart des PC inféodés au nouvel impérialisme organisent une vaste campagne sur la montée du péril fasciste.<sup>19</sup> La bourgeoisie n'a pu faire la guerre qu'en trompant les prolétaires, en leur faisant croire que c'était aussi leur guerre : *"C'est l'arrêt de la lutte de classe, ou plus exactement la destruction de la puissance de classe du prolétariat, la destruction de sa conscience, la déviation de ses luttes, que la bourgeoisie parvient à opérer par l'entremise de ses agents dans le prolétariat, en vidant ses luttes de leur contenu révolutionnaire et les engageant sur les rails du réformisme et du nationalisme, qui est la condition ultime et décisive de l'éclatement de la guerre impérialiste."* ("Rapport sur la situation internationale de la conférence de juillet 1945 de la Gauche Communiste de France"<sup>20</sup>)

## Les massacres de la Deuxième Guerre mondiale

La plupart des combattants enrôlés dans les deux camps ne sont pas partis dans la fleur au fusil, encore tétanisés par la mort de leurs pères à peine 25 ans auparavant. Et ce qu'ils ont rencontré n'a pas été pour leur remonter le moral : La *"Guerre éclair"* a quand même causé 90 000 morts et 120 000 blessés côté français, 27 000 morts côté allemand. La débâcle en France aura drainé dix millions de personnes dans des conditions épouvantables. Un million et demi de prisonniers sont expédiés en Allemagne. Partout des conditions de survie inhumaines : L'exode massif en France, la terreur de l'État nazi encadrant la population allemande.

En Italie comme en France, beaucoup d'ouvriers rejoignent le maquis dès cette époque. Le parti stalinien et les trotskistes leur font valoir l'exemple frauduleusement travesti de la Commune de Paris (les ouvriers ne se dressent-ils pas contre leur propre bourgeoisie menée par Pétain - le nouveau Thiers, alors que les allemands occupent la France ?). Au milieu d'une

population terrorisée et impuissante dans le déchaînement de la guerre, beaucoup d'ouvriers français et européens, embrigadés dans les bandes de résistants, vont désormais se faire tuer en croyant se battre pour la *"libération socialiste"* de la France, de l'Italie, .... Les bandes de résistants staliniens et trotskistes concentrent particulièrement leur propagande odieuse pour que les ouvriers se portent *"au premier rang pour la lutte pour l'indépendance des peuples"*.

Alors que la première guerre mondiale avait fait 20 millions de morts, la seconde en fera 50 millions, dont 20 millions sont des russes tués sur le front européen. 10 millions de personnes périrent dans les camps de concentration, dont 6 millions sont à mettre au compte de la politique nazie d'extermination des juifs. Bien qu'aucune des exactions macabres du nazisme ne soit aujourd'hui inconnue du grand public, contrairement aux crimes des grandes démocraties, les crimes nazis demeurent une illustration irréfutable de la barbarie sans limite du capitalisme décadent, ... et aussi de l'hypocrisie odieuse du camp des alliés. En effet, lors de la libération, les alliés font mine de découvrir les camps de concentration. Pure mascarade pour dissimuler leur propre barbarie en exposant celle de l'ennemi vaincu. En fait la bourgeoisie, tant anglaise qu'américaine, connaissait parfaitement l'existence des camps et ce qui s'y passait. Et pourtant, chose étrange en apparence, elle n'en parle pratiquement pas pendant toute la guerre et n'en fait pas un thème central de sa propagande. En fait, les gouvernements de Churchill et Roosevelt craignaient comme la peste que les nazis n'expulsent massivement les Juifs pour vider les camps. C'est ainsi qu'ils refusèrent des offres visant à échanger 1 million de juifs. Même en échange de rien, ils n'en voulaient pas ?<sup>21</sup>

Dans la dernière année de la guerre, ce sont les concentrations ouvrières qui sont directement visées par les bombardements pour affaiblir le plus possible la classe ouvrière en la décimant ou la terrorisant.

17. Voir à ce sujet "L'écrasement du prolétariat allemand et l'avènement du fascisme" dans le numéro 16 de la Revue *Bilan* (mars 1935), republié dans la Revue *internationale* n° 71.

18. Pour plus d'informations lire "1936 : Fronts populaires en France et en Espagne : comment la bourgeoisie a mobilisé la classe ouvrière pour la guerre", Revue *internationale* n° 126.

19. Voir à ce sujet "Les commémorations de 1944 : 50 ans de mensonges impérialistes (1<sup>re</sup> partie)". Publié dans la Revue *internationale* n° 78.

20. Republié dans la Revue *Internationale* n° 59

21. Lire à ce sujet "Souvenons-nous : les massacres et les crimes des 'grandes démocraties'". Revue *internationale* n° 66.

## La bourgeoisie mondiale prend ses dispositions pour éliminer tout risque de surgissement du prolétariat

L'objectif visé est de prévenir la ré-  
pétition d'un surgissement prolé-  
tarien comme en 1917 et 18 face aux  
horreurs de la guerre. C'est pourquoi  
les bombardements anglo-américains  
- sur l'Allemagne essentiellement mais  
aussi sur la France - se sont illustrés  
par de sinistres performances. Le bi-  
lan de ce qui fut sans conteste l'un des  
plus grands crimes de guerre de la  
seconde boucherie mondiale, autours  
de 200 000 morts<sup>22</sup> dont presque tous  
étaient des civils, le bombardement  
en 1945 de Dresde, ville hôpital sans  
aucun intérêt stratégique. Seulement  
pour décimer et terroriser les popula-  
tions civiles<sup>23</sup>. À titre de comparaison,  
cet autre crime odieux que fut Hi-  
roshima fit 75 000 victimes et les ter-  
ribles bombardements américains sur  
Tokyo en mars 1945 provoquèrent 85  
000 morts !

En 1943, alors que Mussolini avait  
été renversé et remplacé par le maré-  
chal Badoglio, favorable aux Alliés,  
et que ces derniers contrôlaient déjà  
le Sud du pays, ils n'ont rien fait pour  
avancer vers le Nord. Il s'agissait de  
laisser les fascistes régler leur compte  
aux masses ouvrières qui s'étaient sou-  
levées, sur un terrain de classe, dans  
les régions industrielles d'Italie du  
Nord. Interpellé pour cette passivité,  
Churchill répondra : *"Il faut laisser les  
italiens mijoter dans leur jus"*.

Dès la fin de la guerre, les Alliés fa-  
vorisent l'occupation russe partout où  
avaient surgi des révoltes ouvrières.  
L'Armée Rouge était la mieux placée  
pour ramener l'ordre dans ces pays soit  
en massacrant le prolétariat, soit en le  
détournant de son terrain de classe au  
nom du "socialisme".

Un partage du travail du même type  
se met en place entre l'Armée rouge

22. C'est le chiffre avancé par les estimations  
américaines faites après la guerre.

23. Pour information les bombardements  
les plus meurtriers de populations civile  
eurent lieu précédemment en Allemagne sont  
ceux de Hambourg (50 000 morts et 40 000  
blessés en juillet 1943 essentiellement dans  
des zones résidentielles et ouvrières), Kassel  
(10 000 morts en octobre 1943), Darmstadt,  
Königsberg, Heilbronn (plus de 24 000 morts  
début 1944), Braunschweig (23 000 person-  
nes carbonisées ou asphyxiées), Berlin (25  
000 morts).

et l'armée allemande. À Varsovie et à  
Budapest, alors qu'elle se trouvait déjà  
dans leurs faubourgs, l'Armée "rouge"  
laissera, sans bouger le petit doigt,  
écraser par l'armée allemande les in-  
surrections visant à chasser celle-ci.  
Staline confiait ainsi à Hitler le soin  
de massacrer des dizaines de milliers  
d'ouvriers en armes qui auraient pu  
contrarier ses plans.<sup>24</sup>

Non contente d'offrir à Staline les  
territoires à "haut risque social", la  
bourgeoisie "démocratique" des pays  
vainqueurs appelle les PC au gou-  
vernement dans la plupart des pays  
européens (notamment en France et  
en Italie) en leur dédiant une place de  
premier ordre dans les différents mi-  
nistères (Thorez - secrétaire du parti  
communiste français - en France sera  
nommé vice-président du Conseil en  
1944).

### Immédiat après-guerre, la terreur imposée à la population allemande

Dans la continuité des massacres pré-  
ventifs destinés à empêcher tout sur-  
gissement prolétarien en Allemagne à  
la fin de la guerre, ceux qui eurent lieu  
après celle-ci n'en sont pas moins bar-  
bares et expéditifs.

L'Allemagne en effet fut trans-  
formée en un vaste camp de la mort  
par les puissances occupantes russe,  
britannique, française et américaine.  
Beaucoup plus d'Allemands mouru-  
rent après la guerre qu'au cours des  
batailles, sous les bombardements et  
dans les camps de concentration de la  
guerre. Selon James Bacque, l'auteur  
de *"Crimes et miséricordes : Le sort  
des civils allemands sous occupation  
alliée, 1944-1950"*<sup>25</sup>, plus de 9 millions  
périrent comme résultat de la politique

24. Lire l'article "Quand les démocraties sou-  
tenaient Staline pour écraser le prolétariat"  
de notre brochure sur l'effondrement du stal-  
linisme.

25. Ce livre existe en anglais sous le titre  
*"Crimes and Mercies: The Fate of German Ci-  
vilians Under Allied Occupation, 1944-1950"*.  
Pour l'auteur, *"Plus de 9 millions d'Allemands  
sont morts des suites de la famine délibérée  
des Alliés et des politiques d'expulsion après  
la Seconde Guerre mondiale - un quart du  
pays a été annexé et environ 15 millions de  
personnes ont été expulsées dans le plus  
grand acte de nettoyage ethnique que le mon-  
de ait jamais connu. Plus de 2 millions d'entre  
eux, dont un nombre incalculable d'enfants,  
sont morts sur la route ou dans des camps  
de concentration en Pologne et ailleurs. Les  
gouvernements occidentaux continuent de  
nier que ces décès ont eu lieu."*

de l'impérialisme allié entre 1945 et  
1950.

C'est seulement lorsque cet objectif  
meurtrier fut atteint et que l'impérialis-  
me américain réalisa que l'épuisement  
de l'Europe après la guerre risquait  
de mener à la domination de l'impé-  
rialisme russe sur tout le continent  
et qu'en conséquence la politique de  
Potsdam fut changée. La reconstruc-  
tion de l'Europe de l'Ouest exigeait la  
résurrection de l'économie allemande.  
Le pont aérien de Berlin en 1948 était  
le symbole de ce changement de stra-  
tégie<sup>26</sup>. Évidemment, tout comme le  
bombardement de Dresde, *"... le plus  
beau raid de terreur de toute la guerre  
[qui] avait été l'œuvre des Alliés vic-  
torieux"*, la bourgeoisie démocratique  
a fait ce qui était possible afin d'obs-  
curcir la réalité du véritable coût de la  
Barbarie largement partagée dans les  
deux camps de la Guerre mondiale.

### Le prolétariat n'a pas été en mesure de s'élever dans une lutte frontale contre la guerre

Malgré des manifestations de luttes  
ponctuelles en différents endroits, et  
surtout celles en Italie en 1943, le pro-  
létariat n'avait pas pu relever la tête  
en se dressant contre la barbarie de la  
Deuxième Guerre mondiale, comme il  
l'avait fait face à la Première.

La Première Guerre mondiale avait  
gagné des millions d'ouvriers à l'in-  
ternationalisme, la seconde les a jetés  
dans les bas-fonds du plus abject chau-  
vinisme, de la chasse aux "boches"<sup>27</sup> et  
aux "collabos"<sup>28</sup>.

Le prolétariat a touché le fond. Ce  
qu'on lui présente, et qu'il interprète  
comme sa grande "victoire", le triom-  
phe de la démocratie contre le fascisme,  
constitue sa défaite historique la plus  
totale. Elle permet d'ériger les piliers  
idéologiques de l'ordre capitaliste : Le  
sentiment de victoire et l'euphorie qui  
submergent le prolétariat, sa croyance  
dans les "vertus sacrées" de la démo-

26. Voir notre article *"Berlin 1948 : le pont  
aérien de Berlin cache les crimes de l'im-  
périalisme allié"* de la *Revue internationale*  
n° 95.

27. Boche est un terme péjoratif pour désigner  
un soldat allemand ou une personne d'origine  
allemande, dont l'emploi par le PCF en parti-  
culier était destiné à attiser la haine chauvine  
des Allemands.

28. Désigne les personnes qui, pendant la se-  
conde guerre mondiale, ont "trahi" en colla-  
borant avec l'ennemi allemand.

cratie bourgeoise – celle-là même qui l'a entraîné dans deux boucheries impérialistes et qui a écrasé sa révolution au début des années 1920. Et pendant la période de reconstruction, puis celle du "boom" économique de l'après-guerre, l'amélioration momentanée de ses conditions de vie à l'Ouest ne lui permet pas de mesurer la défaite véritable qu'il a subie.<sup>29</sup>

Dans les pays d'Europe de l'Est qui, eux, ne bénéficient pas de la manne américaine du plan Marshall puisque les partis staliniens l'ont refusée sur ordre de Moscou, la situation tarde plus longtemps à s'améliorer quelque peu. La mystification qu'on présente aux ouvriers est celle de la "construction du socialisme". Cette mystification remporte un certain succès, comme par exemple en Tchécoslovaquie où le "coup de Prague" de février 1948, c'est-à-dire la prise de contrôle du gouvernement par les staliniens, est réalisée avec la sympathie de beaucoup d'ouvriers.

Une fois épuisée cette illusion, des soulèvements ouvriers ont lieu comme en Hongrie en 1956, mais ils sont durement réprimés par les troupes russe.<sup>30</sup> L'implication des troupes russes dans la répression constitue alors un aliment supplémentaire du nationalisme dans les pays d'Europe de l'Est. En même temps, elle est utilisée abondamment par la propagande des secteurs "démocratiques" et pro-américains de la bourgeoisie des pays d'Europe occidentale alors que les partis staliniens de ces pays utilisent cette même propagande pour présenter l'insurrection des ouvriers de Hongrie comme un mouvement chauvin, voire "fasciste", à la solde de l'impérialisme américain.

De plus, tout au long de la "Guerre froide", et même quand celle-ci a laissé place à la "coexistence pacifique" après 1956, la division du monde en deux blocs constitue un instrument de premier ordre de mystification de la classe ouvrière.

Dans les années 1950, le même type de politique que celle des années 1930

continue de diviser et désorienter la classe ouvrière : une partie de celle-ci ne veut plus rien savoir du communisme (identifié à l'URSS) alors que l'autre partie continue de subir la domination idéologique des partis staliniens et de leurs syndicats. Ainsi, dès la guerre de Corée, l'affrontement Est-Ouest est mis à profit pour opposer les différents secteurs de la classe ouvrière et embriquer des millions d'ouvriers derrière le camp soviétique au nom de "la lutte contre l'impérialisme". À la même période, les guerres coloniales constituent une occasion supplémentaire de détourner les ouvriers de leur terrain de classe au nom, encore une fois, de la "lutte contre l'impérialisme" (et non de la lutte contre le capitalisme) face auquel l'URSS est présentée comme le champion du "droit et de la liberté des peuples". Ce type de campagnes se poursuivra dans de nombreux pays tout au long des années 1950 et 1960, notamment avec la guerre du Vietnam où les États-Unis s'engagent massivement à partir de 1961.<sup>31</sup>

Une autre conséquence de ce très long et très profond recul de la classe ouvrière aura été la rupture organique avec les fractions communistes du passé<sup>32</sup>, imposant ainsi aux futures générations de révolutionnaires la nécessité de se réapproprier de façon critique les acquis du mouvement ouvrier.

### **Mai 68, Fin de la contre-révolution**

La crise de 1929 et des années 1930 avait, au mieux, suscité certaines réactions de combativité du prolétariat comme en France et en Espagne mais qui, comme on l'a vu précédemment, furent dévoyées du terrain de classe vers celui de l'antifascisme et de la défense de la démocratie, grâce à l'emprise des staliniens, des trotskistes, des syndicats. Ce qui ne fit que contribuer à encore approfondir la contre-révolution.

En 1968, on n'en est qu'au début du retour de la crise économique mondiale. Et pourtant, ce sont les effets en France de cette crise économique

mondiale (montée du chômage, gel des hausses salariales, intensification des cadences de production, attaques contre la Sécurité sociale) qui expliquent en bonne partie la montée de la combativité ouvrière dans ce pays à partir de 1967. Loin de se laisser canaliser par les staliniens et les syndicats, le renouveau de la combativité ouvrière se détourne des "grévistes" et des journées d'action syndicales. Dès 1967, on assiste alors à des conflits très durs, très déterminés face à une violente répression patronale et policière et où les syndicats sont débordés à plusieurs reprises.

L'objet de cet article n'est pas de revenir dans tous les aspects importants de Mai 68 en France. Pour cela nous renvoyons le lecteur aux articles, "Mai 68 et la perspective révolutionnaire" écrits à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de ces événements<sup>33</sup>. Le rappel de certains faits est néanmoins important pour illustrer le changement de dynamique de la lutte de classe opéré en Mai 68.

Au mois de Mai, l'ambiance sociale change radicalement. *"Le 13 mai, toutes les villes du pays connaissent les manifestations les plus importantes [en solidarité avec les étudiants victimes de la répression] depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La classe ouvrière est présente massivement aux côtés des étudiants. (...) À la fin des manifestations, pratiquement toutes les universités sont occupées non seulement par les étudiants mais aussi par beaucoup de jeunes ouvriers. Partout, la parole est libérée. Les discussions ne se limitent pas aux questions universitaires, à la répression. Elles commencent à aborder tous les problèmes sociaux : les conditions de travail, l'exploitation, l'avenir de la société (...) Le 14 mai, dans beaucoup d'entreprises, les discussions se poursuivent. Après les immenses manifestations de la veille [en solidarité avec les étudiants victimes de la répression], avec l'enthousiasme et le sentiment de force qui s'en sont dégagés, il est difficile de reprendre le travail comme si de rien n'était. À Nantes, les ouvriers de Sud-Aviation, entraînés*

29. Lire à ce propos notre article "À l'aube du 21<sup>e</sup> siècle...pourquoi le prolétariat n'a pas encore renversé le capitalisme (I)". *Revue internationale* n° 103.

30. Pour davantage d'informations lire notre article "Lutte de classe en Europe de l'est (1920-1970) : la nécessité de l'internationalisation des luttes", *Revue internationale* n° 27.

31. Lire à ce propos notre article "À l'aube du 21<sup>e</sup> siècle : Pourquoi le prolétariat n'a pas encore renversé le capitalisme (II)". *Revue internationale* n° 104.

32. Celles qui se sont dégagées des anciens partis ouvriers ayant dégénérés avec la défaite de la vague révolutionnaire mondiale de 1917-23.

33. Il s'agit de deux articles qui se suivent : "Le mouvement étudiant dans le monde dans les années 1960" et "Fin de la contre-révolution, reprise historique du prolétariat mondial" publiés respectivement dans les numéros 133 et 134 de la *Revue internationale*.

par les plus jeunes d'entre eux, déclenchent une grève spontanée et décident d'occuper l'usine. La classe ouvrière a commencé à prendre le relais."<sup>34</sup>

L'appareil classique d'encadrement de la bourgeoisie ne fait pas le poids face à la spontanéité de la classe ouvrière à entrer en lutte. C'est ainsi que dans les trois jours qui suivent la manifestation du 13 Mai, la grève s'étend spontanément à des entreprises dans toute la France. Les syndicats débordés ne font que suivre le mouvement. Pas de revendication précise. Un trait commun : grève totale, occupation illimitée, séquestration de la Direction, drapeau rouge arboré. Finalement, la CGT appelle à l'extension, tentant ainsi de "prendre le train en marche"<sup>35</sup>. Mais, avant même que ne soient connues les consignes de la CGT, il y a déjà un million des travailleurs en grève.

La conscience croissante de sa propre force par la classe ouvrière stimule la discussion en son sein et la discussion politique en particulier. Ceci n'est pas sans rappeler, toute proportion gardée, la vie politique qui traversait la classe ouvrière comme le rapportent les écrits de Trotsky et J. Reed à propos de l'effervescence révolutionnaire de 1917.

Le voile de mensonges tissés pendant des décennies par la contre-révolution et ses défenseurs tant staliniens que démocrates commence à s'étioler. Des vidéos d'amateurs tournées dans l'usine occupée de Sud - Aviation à Nantes montrent une discussion passionnée au sein d'un groupe d'ouvriers à propos du rôle des comités de grève dans la "dualité de pouvoir". La dualité de pouvoir en 1917 était le produit de la lutte pour le pouvoir réel entre l'état bourgeois et les conseils ouvriers. Dans beaucoup d'usines en grève, en 1968, les ouvriers avaient élus des comités de grève. Nous étions très loin d'être dans une situation prérévolutionnaire, mais ce qui était en cours c'était une tentative de la classe ouvrière de se réapproprié sa propre expérience, son

passé révolutionnaire. Une autre expérience en atteste : *"Certains ouvriers demandent à ceux qui défendent l'idée de la révolution de venir défendre leur point de vue dans leur entreprise occupée. C'est ainsi qu'à Toulouse, le petit noyau qui va fonder par la suite la section du CCI en France est invité à venir exposer l'idée des conseils ouvriers dans l'usine JOB (papier et carton) occupée. Et le plus significatif, c'est que cette invitation émane de militants... de la CGT et du PCF. Ces derniers devront parlementer pendant une heure avec des permanents de la CGT de la grande usine Sud-Aviation venus "renforcer" le piquet de grève de JOB pour obtenir l'autorisation de laisser entrer des "gauchistes" dans l'usine. Pendant plus de six heures, ouvriers et révolutionnaires, assis sur des rouleaux de carton, discuteront de la révolution, de l'histoire du mouvement ouvrier, des soviets de même que des trahisons... du PCF et de la CGT..."*<sup>36</sup>

Une telle réflexion permettra à des milliers d'ouvriers de redécouvrir le rôle historique des conseils ouvriers, ainsi que des hauts faits de la lutte de la classe ouvrière, comme par exemples les tentatives révolutionnaires en Allemagne en 1919. De même, il se développe une critique du rôle joué par le PC (qui se définit alors lui-même comme un parti d'ordre) par rapport aux événements de 1968 eux-mêmes mais également depuis la révolution russe. Ce fut ainsi la première remise en cause d'ampleur du stalinisme et du rôle des PC comme gardiens de l'ordre établi. La critique affecte également les syndicats, laquelle s'amplifiera lorsque ceux-ci se manifesteront ouvertement comme les diviseurs de la classe ouvrière pour lui faire reprendre le travail.<sup>37</sup>

C'est une autre époque qui s'ouvrait, caractérisée par une "renaissance" dans la conscience de classe dans les

36. Idem.

37. L'insistance ici portée sur la remise en cause de l'encadrement du PC et des syndicats ne doit néanmoins pas laisser penser que ceux-ci sont restés inactifs. Dans bon nombre d'entreprises occupées, les syndicats font tout pour isoler les ouvriers de tout contact avec l'extérieur susceptible d'exercer sur eux une influence "néfaste" (de la part de ceux qu'elle appelait les "gauchistes"). Là on occupera les ouvriers en les faisant jouer au pingpong toute la journée.

vastes masses ouvrières. Cette rupture avec la contre-révolution ne signifiait pas que cette dernière n'allait pas continuer de peser d'un poids négatif sur le développement ultérieur de la lutte de classe, ni non plus que la conscience ouvrière était exempte d'illusions très fortes, concernant en particulier les obstacles à surmonter sur le chemin de la révolution, beaucoup plus lointaine que la très grande majorité ne se l'imaginait à l'époque.

Une telle caractérisation de Mai 68, comme illustration de la fin de la période de contrerévolution trouvera sa confirmation dans le fait que, loin de rester un phénomène isolé, ces événements constitueront au contraire le point de départ de la reprise de la lutte de classe à l'échelle internationale, aiguillonnée par l'approfondissement de la crise économique et dont le corollaire fut le développement d'un milieu politique prolétarien à l'échelle internationale<sup>38</sup>. La fondation en 1968 de "Révolution Internationale" en constitue en une illustration, puisque ce groupe jouera un rôle de premier plan dans le processus de regroupement qui mènera à la fondation du CCI en 1975, et dont "Révolution Internationale" est la section en France. Contrairement à la période noire de la contre-révolution, la bourgeoisie avait désormais face à elle une classe qui n'était pas prête à accepter les sacrifices de la guerre économique mondiale, et qui de plus constituait un obstacle au déclenchement de la Guerre mondiale, comme nous le verrons plus loin

### La reprise internationale de la lutte de classe à partir de 1968

Le CCI vient de consacrer un article à cette question, *"Les avancées et les reculs de la lutte de classe depuis 1968"*<sup>39</sup> que nous conseillons à nos lecteur et auquel nous empruntons beaucoup d'éléments nécessaires à la mise en évidence des différences entre la période de contrerévolution et la période historique ouverte avec Mai 1968. En quelques mots la différence fondamentale entre la période de contre-révolu-

38. Cette question justifie qu'il lui soit dédié un article à elle seule. Ce que nous ferons ultérieurement dans un article dédié à l'évolution du Milieu politique prolétarien depuis 1968.

39. Publié également dans ce numéro de la Revue.

34. "Mai 68 et la perspective révolutionnaire (II) : Fin de la contre-révolution, reprise historique du prolétariat mondial" dans la *Revue internationale* n° 134.

35. Cela leur permettra d'être présents au moment des négociations et de jouer le rôle de principaux diviseurs du mouvement en faisant reprendre le travail, branche par branche, au moyen de négociations isolées dans chacune de celles-ci.

tion, initiée par une défaite profonde de la classe ouvrière, et celle ouverte avec Mai 68, réside dans le fait que, depuis ce surgissement de lutte et malgré toutes les difficultés auxquelles le prolétariat a été confronté, celui-ci n'a pas subi de défaite profonde.

L'approfondissement de la crise économique ouverte, qui n'en était qu'à ses débuts à la fin des années 1960, a poussé le prolétariat à développer sa combativité et sa conscience.

### Trois vagues de luttes se sont succédé au cours des deux décennies après 68

La première, sans aucun doute la plus spectaculaire, a connu l'automne chaud italien en 69, le soulèvement violent à Cordoba en Argentine en 69 et en Pologne en 70, et des mouvements importants en Espagne et en Grande Bretagne en 1972. Il y eu aussi un automne chaud en Allemagne en 69 avec de nombreuses grèves sauvages. En Espagne en particulier, les travailleurs ont commencé à s'organiser à travers des assemblées de masse, un processus qui a atteint son point culminant à Vitoria en 1976. La dimension internationale de la vague a été démontrée par ses échos en Israël (1969) et en Egypte (1972) et, plus tard, par les soulèvements dans les townships d'Afrique du Sud qui ont été dirigés par des comités de lutte (les Civics).

Après une courte pause au milieu des années 70, il y a eu une deuxième vague avec les grèves des ouvriers du pétrole iraniens, les travailleurs des aciéries en France en 1978, "l'hiver du mécontentement" en Grande Bretagne, la grève des dockers à Rotterdam, dirigée par un comité de grève indépendant, et les grèves des sidérurgistes au Brésil en 1979 qui ont également contesté le contrôle des syndicats. En Asie il y a eu la révolte de Kwangju (Corée du Sud). Cette vague de luttes a connu son point culminant en Pologne en 1980, certainement l'épisode le plus important de la lutte de classe depuis 1968, et même depuis les années 1920.

Bien que la répression sévère des ouvriers polonais ait donné un coup d'arrêt à cette vague, il n'a pas fallu longtemps avant qu'un nouveau mouvement ait lieu avec les luttes en Belgique en 1983 et 1986, la grève générale au Danemark en 1985, la grève des mineurs en Angleterre en 1984-85, les

luttes des cheminots et des travailleurs de la santé en France en 1986 et 1988, et le mouvement des employés de l'éducation en Italie en 1987. Les luttes en France et en Italie, en particulier – comme la grève de masse en Pologne – ont montré une réelle capacité d'auto-organisation avec des assemblées générales et des comités de grève.

Ce mouvement en vagues de luttes ne tournait pas en rond, mais faisait faire de réelles avancées dans la conscience de classe s'exprimant à travers les caractéristiques suivantes :

- une perte des illusions sur les forces politiques de la gauche du capital et en premier lieu sur les syndicats à l'égard desquels les illusions ont laissé la place à la méfiance et de plus en plus à l'hostilité ouverte ;

- l'abandon de plus en plus marqué de formes de mobilisation inefficaces, impasses dans lesquelles les syndicats ont tant de fois fourvoyé la combativité ouvrière : journées d'action, manifestations-ballades-enterrements ; les grèves longues et isolées...

Mais l'expérience de ces 20 années de lutte n'a pas dégagé pour la classe ouvrière que des enseignements "en négatif" (ce qu'il ne faut pas faire). Elle s'est aussi traduite par des enseignements sur comment faire :

- la recherche de l'extension de la lutte (Belgique 1986 en particulier) ;

- la recherche de la prise en main des combats, en s'organisant par assemblées et comités de grève élus et révocables (France fin 86, Italie 1987 principalement).

De même, les manœuvres de plus sophistiquées développées par la bourgeoisie pour faire face à la lutte de classe témoignent du développement de celle-ci durant cette période. C'est ainsi qu'elle a fait face au désenchantement croissant vis-à-vis des syndicats officiels et à la menace d'auto-organisation en développant des formes de syndicalisme, qui pouvaient même recouvrir des formes "en dehors des syndicats" (les coordinations mises en place par l'extrême gauche en France par exemple).

### Le prolétariat frein à la guerre

Au terme de ces vingt années après 1968, la bourgeoisie n'ayant pas infligé de défaite historique décisive à la classe ouvrière, elle n'avait pas été capable de la mobiliser pour une nou-

velle guerre mondiale, contrairement à la situation des années 1930 comme nous l'avons illustré précédemment dans cet article.

En effet, il était pour elle exclu de se lancer dans une guerre mondiale sans s'être auparavant assuré de la docilité du prolétariat, condition indispensable pour lui faire accepter les sacrifices requis par l'état de guerre, lequel exige la mobilisation de toutes les forces vives de la nation tant à la production que sur les fronts. En effet, un tel objectif était totalement irréaliste dès lors que le prolétariat n'était pas même prêt à se soumettre docilement aux mesures d'austérité que la bourgeoisie devait prendre pour faire face aux conséquences de la crise économique. C'est pourquoi la Troisième Guerre mondiale n'a pas eu lieu durant cette période alors que les tensions entre les blocs étaient à leur comble et que les alliances étaient déjà constituées à travers les deux blocs. De plus, dans aucune des concentrations historiques du prolétariat, la bourgeoisie n'a cherché à mobiliser celui-ci massivement pour participer comme chair à canon dans les différentes guerres locales, relevant de la rivalité Est-Ouest, et qui, pendant cette période également ont ensanglanté le monde.

Ceci est particulièrement vrai pour la classe ouvrière à l'Ouest, mais également pour celle de l'Est bien que plus faible politiquement compte-tenu des dégâts opérés par le rouleau compresseur du stalinisme, en URSS en particulier. En effet, la bourgeoisie stalinienne empêtrée dans un borbier économique avait face à elle une classe qui luttait (comme l'avaient illustré en particulier les grèves en Pologne en 1980) et qu'il était donc manifestement impossible de mobiliser massivement dans une solution militaire à la banqueroute de son économie.

Cela dit, même si la classe ouvrière a constitué un obstacle à la guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1980, du fait qu'elle avait été capable de développer ses luttes de résistance face aux attaques du capital dans les deux décennies après 1968 sans subir une défaite profonde inversant une dynamique mondiale de développement de la confrontation entre les classes, ce n'est pas pour autant qu'elle a été mesurée d'empêcher les guerres sur la planète. En effet, durant cette période, celles-ci n'ont jamais cessé. Dans la

plupart des cas, elles étaient l'expression des rivalités impérialistes entre l'Est et l'Ouest, ne s'exprimant pas un choc direct entre ceux-ci mais par pays interposés. Et dans ces pays appartenant à la périphérie du capitalisme, le prolétariat ne constituait pas une force à même de paralyser le bras armé de la bourgeoisie.

### Le prolétariat face à la décomposition du capitalisme

Malgré ces avancées opérées dans la lutte de classe à travers notamment des développements importants de la conscience de classe, et aussi le fait que la bourgeoisie n'avait pu embrigader le prolétariat pour un nouveau conflit mondial, la classe ouvrière avait néanmoins été incapable de développer la perspective de la révolution, de poser sa propre alternative politique à la crise du système.

Ainsi, aucune des deux classes fondamentales n'était en mesure d'imposer sa solution à la crise du capitalisme. Privé de toute issue mais toujours enfoncé dans une crise économique de longue durée, le capitalisme commençait à pourrir sur pieds, et cette pourriture affectait la société capitaliste à tous les niveaux. Le capitalisme entrait ainsi dans une nouvelle phase de sa décadence, celle de sa décomposition sociale. Ainsi que nous l'avons déjà souvent mis en évidence, cette phase est synonyme de difficultés renforcées pour la lutte du prolétariat<sup>40</sup>.

En prenant du recul sur les trois dernières décennies, nous pouvons dire que le recul dans la conscience s'est approfondi, causant une espèce d'amnésie vis-à-vis des acquis et des avancées de la période 1968-1989 et qui s'explique fondamentalement par deux facteurs :

- L'impact énorme qu'avait eu l'effondrement du bloc de l'Est en 1989-91 mensongèrement identifié par les campagnes de la bourgeoisie à l'effondrement du communisme ;

- Les caractéristiques de la période de décomposition elle-même, inaugurée par cet effondrement, à savoir en particulier : l'accroissement permanent de la criminalité, de l'insécurité, de la violence urbaine ; le développement du nihilisme, du suicide des

jeunes, du désespoir, de la haine et de la xénophobie ; le raz-de-marée de la drogue ; la profusion des sectes, le regain de l'esprit religieux, y compris dans certains pays avancés ; le rejet d'une pensée rationnelle, cohérente, construite ; l'envahissement des médias par le spectacle de la violence, de l'horreur, du sang, des massacres (...) le développement du terrorisme, des prises d'otages, comme moyens de la guerre entre États.

Malgré ces difficultés énormes de la classe ouvrière depuis 1990, deux éléments sont à prendre en compte pour comprendre la période actuelle :

- les difficultés croissantes et même des défaites partielles ne sont pas encore synonymes d'une défaite historique de la classe et de la disparition de la possibilité du communisme ;

- la maturation sous-terrainne se poursuit car, malgré la décomposition, le capitalisme continue et les deux classes antagoniques de la société se font face.

En effet, dans les dernières décennies, il y a eu un certain nombre de mouvements importants qui donnent une assise à cette analyse.

- En 2006, la mobilisation massive de la jeunesse scolarisée en France contre le CPE<sup>41</sup>. Ses protagonistes redécouvraient des formes de lutte qui étaient apparues en Mai 68, en particulier les assemblées générales où pouvaient avoir lieu de réelles discussions, et où les jeunes participants étaient prêts à écouter le témoignage de camarades plus âgés qui avaient pris part aux événements de 68. Ce mouvement, qui avait débordé l'encadrement syndical, contenait le risque réel d'attirer les employés et les ouvriers dans une voie semblablement "incontrôlée", précisément comme en mai 1968, et c'est pourquoi le gouvernement a retiré son projet de loi CPE.

- En mai 2006 également, 23 000 métallurgistes de Vigo, dans la province de Galice en Espagne se sont mis massivement en grève contre une réforme du travail dans ce secteur et au lieu de rester enfermés dans l'usine,

41. CPE = contrat première embauche, une mesure visant à accroître la précarité du travail pour les jeunes travailleurs. Pour une analyse de ce mouvement, voir "Thèses sur le mouvement des étudiants du printemps 2006 en France", *Revue Internationale* n° 125, 2<sup>ème</sup> trimestre 2006.

sont allés chercher la solidarité d'autres entreprises, notamment aux portes des chantiers navals et des usines Citroën, ont organisé des manifestations dans la ville pour rallier toute la population et surtout des assemblées générales publiques quotidiennes totalement ouvertes aux autres travailleurs, actifs, chômeurs ou retraités.

- En 2011, la vague de révoltes sociales au Moyen Orient et en Grèce, qui a culminé dans le mouvement des "Indignados" en Espagne. L'élément prolétarien dans ces mouvements était variable d'un pays à l'autre, mais il a été le plus fort en Espagne, où nous avons eu la généralisation de la tenue d'assemblées générales ; un élan internationaliste puissant qui saluait les expressions de solidarité de participants de tous les coins du monde et où le mot d'ordre "révolution mondiale" était pris au sérieux, peut-être pour la première fois depuis la vague révolutionnaire de 1917 ; une reconnaissance que "le système est obsolète" et une forte volonté de discuter la possibilité d'une nouvelle forme d'organisation sociale. Dans les nombreuses discussions animées qui ont eu lieu dans les assemblées et les commissions sur les questions de morale, science et culture, dans la remise en question omniprésente des dogmes selon lesquels les rapports capitalistes sont éternels – on a vu ici de nouveau l'esprit réel de mai 68 prendre forme. Evidemment, ce mouvement présentait de nombreuses faiblesses que nous avons analysées ailleurs<sup>42</sup>, la moindre n'étant pas la tendance chez ceux qui participaient à se voir comme "citoyens" plutôt que comme prolétaires, et donc une réelle vulnérabilité à l'idéologie démocratique.

Les menaces que la survie du capitalisme fait courir à l'humanité prouvent que la révolution est plus que jamais une nécessité pour l'espèce humaine : l'expansion du chaos militaire, de la catastrophe écologique, de la famine et des maladies à une échelle sans précédent. La décadence du capitalisme et la décomposition amplifient certainement la menace que la base objec-

40. "La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste (mai 1990)". *Revue internationale* n° 62.

42. Voir "Les indignés en Espagne, Grèce et Israël : de l'indignation à la préparation de la lutte de classe", *Revue Internationale* 147, 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

## Le communisme est à l'ordre du jour

# Castoriadis, Munis et le problème de la rupture avec le trotskisme (1<sup>e</sup> partie)

En septembre 1945, Marc Chirik écrivit une lettre de Paris à l'écrivain Jean Malaquais et à sa femme Gally. Malaquais avait travaillé avec Marc au sein de la Fraction française de la Gauche communiste à Marseille pendant la guerre, une période qui inspira son grand roman, *Planète sans visa*, dont un des principaux protagonistes est un révolutionnaire communiste, un internationaliste opposé à la guerre "antifasciste" nommé "Marc Laverne".

La lettre commence ainsi : *"D'abord, les disparus. Michel, notre pauvre Mitchell, aucune nouvelle de lui, il a dû finir sa vie dans des conditions affreuses... De la Fraction belge, Jean, le meilleur élément, le plus talentueux et qui promettait beaucoup (l'as-tu connu ?) et son fils, ils ont été déportés et ont laissé leur vie dans un camp de concentration en Allemagne."*

Vient ensuite une liste de camarades et de contacts du milieu politique de Marseille sous le régime de Vichy, ainsi que des membres de sa propre famille : ceux qui moururent, ceux qui revinrent après avoir subi d'épouvantables tortures, ceux qui réussirent à éviter la terreur nazie en adoptant de faux noms ou en fuyant. Une terreur poursuivie par la Résistance stalinienne, comme Marc le raconte plus loin :

*"Le moment le plus critique pour moi, et voyant la mort imminente, a été quelques semaines après quand les staliniens m'ont arrêté en compagnie de Clara<sup>1</sup> et tous mes écrits. Ils se préparaient à me montrer ce qu'ils étaient. Ce n'est que par un miracle opportun que Clara a rencontré parmi les chefs supérieurs, une femme avec qui elle avait travaillé pendant un temps à l'UGIF (pour aider des enfants juifs) et que nous pûmes sauver notre peau de la haine stalinienne."*

Telle était la situation à laquelle fai-

saient face les internationalistes pendant et immédiatement après la Seconde Guerre impérialiste mondiale.

Mitchell, qui était l'un d'entre eux, avait écrit une série d'articles sur "Les problèmes de la période de transition" dans les pages de *Bilan*. Nous les avons publiés dans cette série<sup>2</sup> car ils offrent un cadre marxiste authentique pour discuter certaines des questions les plus fondamentales de la transformation communiste : le contexte historique et international de la révolution prolétarienne ; les dangers émanant de l'État de transition ; le contenu économique de la transformation, etc. Ces articles ont dû avoir une forte influence sur Marc et la Fraction française, et plus tard la Gauche communiste de France, comme l'illustrent leurs efforts de mener la critique de Mitchell de l'État de transition vers sa conclusion logique : le rejet de toute identité entre le prolétariat et ce mal nécessaire dans la transformation des relations sociales.<sup>3</sup>

### Des remous dans le milieu prolétarien

La lettre à Malaquais demande des nouvelles du milieu politique de l'hémisphère occidentale - le groupe de Paul Mattick à Chicago, qu'il liait à la Gauche hollandaise, le groupe d'Oe-

hler dans la même ville, le groupe de la Gauche italienne à New York, le groupe d'Eiffels au Mexique. Marc répond aussi aux questions de Malaquais sur Victor Serge, qui avait été avec eux dans le milieu à Marseille mais était devenu un démocrate, soutenant les impérialismes alliés pendant la guerre<sup>4</sup>. Après un examen du rôle contre-révolutionnaire joué par les anciens partis ouvriers dans les accords d'après-guerre, Marc parle du milieu prolétarien tel qu'il était en France, mentionnant au passage la Fraction française et les divergences autour de la formation du parti en Italie, mais aussi les groupes qui étaient sortis du trotskisme. *"L'Union communiste est morte, mais à sa place a surgi un groupe, les Communistes révolutionnaires, venant d'une scission d'avec les trotskistes et qui, bien que confus, est sincèrement révolutionnaire"*. Les CR s'étaient alignés sur le groupe autrichien / allemand *Revolutionäre Kommunisten Deutschlands*, qui avait aussi rompu avec le trotskisme sur les questions cruciales de la défense de l'URSS et du soutien à la guerre. La Fraction française avait discuté et travaillé avec les RKD pendant la guerre, signant conjointement un manifeste internationaliste au moment de la "libération" de la France<sup>5</sup>.

Ainsi la Fraction française, et par la suite la GCF, étaient vivement in-

4. Cette divergence était déjà apparue à Marseille, à en juger par la version fournie par Malaquais dans *Planète sans visa*, où le Marc fictionnel argumente contre la position pro-Alliés du personnage de Stepanoff, une version à peine déguisée de Serge.

5. Cette intervention commune avec les RKD fut faussement décrite comme "collaboration avec le trotskisme" par le Partito comunista internazionalista, et servit de prétexte à l'expulsion de la GCF de la Gauche communiste internationale. Mais les RKD avaient clairement rompu avec le trotskisme sur la question clé de l'internationalisme, l'opposition à la guerre et la dénonciation de l'URSS.

1. La femme de Marc qui était membre de la GCF et plus tard du CCI. Voir "Hommage à notre camarade Clara" (*Révolution internationale* n° 368) qui relate également cet incident.

2. Dans les numéros 128, 129, 130, 131 et 134 de la *Revue internationale*.

3. Voir : "Thèses sur la nature de l'État et la Révolution prolétarienne (Gauche communiste de France, 1946)" de notre brochure "La période de transition".

téressées à discuter avec tous les groupes prolétariens internationalistes qui avaient survécu à la guerre et qui faisaient d'une certaine façon leur retour dans son sillage<sup>6</sup>. En dépit de leur caractérisation du trotskisme officiel comme appendice du stalinisme, ils étaient ouverts à la possibilité que des groupes émergeant du trotskisme - à condition qu'ils aient rompu totalement avec ses positions et pratiques contre-révolutionnaires - pouvaient évoluer dans une direction positive. Cela avait évidemment été le cas pour la tendance RKD/CR et aussi avec le groupe de Stinas en Grèce, l'Union communiste internationale, bien que nous ne sachions pas grand-chose de l'existence de contacts entre Stinas et la Gauche communiste italienne pendant ou après la guerre.<sup>7</sup>

En France-même, la GCF entra en contact avec le groupe autour de Grandizo Munis et, à partir de 1949, avec le groupe *Socialisme ou Barbarie* animé par Cornelius Castoriadis / Chaulieu (qui avait été membre du groupe Stinas en Grèce), Claude Lefort / Montal et d'autres. Dans le cas du groupe de Munis, nommé ensuite Union ouvrière internationaliste, la GCF tint une série de rencontres avec eux sur la situation présente du capitalisme. Le texte phare, "L'évolution du capitalisme et la

nouvelle perspective"<sup>8</sup>, était basé sur l'exposé donné par Marc Chirik lors d'une de ces rencontres. Des initiatives similaires furent prises avec le groupe *Socialisme ou Barbarie*.

Dans un article ultérieur, nous examinerons les idées de Munis et de Castoriadis de manière plus détaillée, notamment parce que tous deux consacraient beaucoup d'énergie à définir la signification de la révolution prolétarienne et de la société socialiste dans une période de réaction continue pendant laquelle les déformations hideuses du stalinisme, du "socialisme réellement existant" en Russie et dans son bloc, étaient plus ou moins dominantes au sein de la classe ouvrière. Cette domination idéologique n'était pas du tout remise en cause par le trotskisme officiel, dont la "contribution" à la compréhension de la transition du capitalisme au socialisme se limitait à une apologie des régimes staliniens, définis comme États ouvriers déformés, et à un plaidoyer de la "nationalisation sous contrôle ouvrier" (c'est-à-dire une forme de capitalisme d'État) dans les pays en dehors du bloc russe. C'est ainsi particulièrement intéressant d'étudier le travail d'éléments qui étaient en train de rompre avec le trotskisme, non seulement à cause de son abandon de l'internationalisme mais aussi parce que sa vision de la transformation sociale demeurait fermement dans les limites du capitalisme.

En guise de préface à cette étude, nous pensons qu'il serait utile de republier le texte "Bienvenue à *Socialisme ou Barbarie*" d'*Internationalisme* n° 43, car c'est un bon exemple de la méthode employée par la GCF dans ses relations avec les rescapés du naufrage du trotskisme dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale.

Le titre de l'article donne immédiatement le ton : un accueil fraternel envers un nouveau groupe que la GCF reconnaît comme appartenant clairement au camp révolutionnaire, en dépit des nombreuses différences dans la méthode et la vision des deux groupes. Le nouveau groupe était le

résultat d'une scission de la tendance Chaulieu / Montal au sein du parti trotskiste français, le Parti communiste internationaliste (dans lequel Munis avait aussi brièvement séjourné). Ceci conduisit la GCF à nuancer une déclaration antérieure qu'elle avait faite à propos de cette tendance :

*"Le jugement d'ensemble porté par nous sur cette tendance, dans un de nos récents numéros d'Internationalisme, aussi sévère qu'il fût, était absolument fondé. Nous devons toutefois porter un correctif concernant son caractère définitif. La tendance Chaulieu ne s'est pas liquidée, comme nous le pressentions, mais a trouvé la force, avec un très long retard certes, de rompre avec l'organisation trotskiste et de se constituer en groupe autonome. Malgré le lourd héritage qui pèse sur ce groupe, ce fait constitue une donnée nouvelle – ouvrant des possibilités à son évolution ultérieure. L'avenir seul nous dira dans quelle mesure il constitue un apport à la formation du nouveau mouvement révolutionnaire. Mais dès à présent on doit leur dire qu'ils ne sauraient s'acquitter de cette tâche qu'à la condition préalable de se débarrasser complètement et au plus vite des tares qu'il a héritées du trotskisme dont se ressent encore le premier numéro de leur revue"*.

Et en effet, il s'est révélé extrêmement difficile de se débarrasser du "lourd poids de cet héritage". Ce fardeau peut aussi se voir dans le travail ultérieur de Munis, mais il s'est révélé bien plus destructeur dans le cas de *Socialisme ou Barbarie*, notamment, comme le note l'article de la GCF, parce que le groupe Chaulieu proclama immédiatement qu'il était allé au-delà des autres courants révolutionnaires existants et qu'il serait en mesure de fournir des réponses définitives aux énormes problèmes auxquels la classe ouvrière faisait face. Cette supposition arrogante devait avoir des conséquences très négatives dans l'évolution future du groupe. Nous chercherons à le démontrer dans un article ultérieur.

Amos

6. Voir par exemple notre article sur la conférence internationaliste en Hollande en 1947 : "Il y a soixante ans, une conférence de révolutionnaires internationalistes" dans la *Revue internationale* n° 132.

7. Concernant Stinas, voir notre introduction aux extraits de ses mémoires dans la *Revue Internationale* n° 72 (Mémoires d'un révolutionnaire (A. Stinas, Grèce) : nationalisme et antifascisme). Voir aussi sur notre site en langue anglaise : "Greek Resistance in WW2: Patriotism or internationalism?". Les mémoires de Stinas ont été publiés en grec et en français : *Agis Stinas, Mémoires : un révolutionnaire dans la Grèce du XXe siècle, préface de Michel Pablo, traduit par Olivier Houdart, La Brèche, Paris, 1990*. Stinas était inébranlable dans son opposition à la guerre impérialiste et à la Résistance patriotique. Dans son cas, étant donné le manque de centralisation réelle dans l'autoproclamée Quatrième internationale, il avait supposé pendant quelques années que c'était la position "normale" du parti trotskiste. C'est seulement plus tard qu'il découvrit l'étendue réelle de la capitulation du trotskisme officiel face à l'antifascisme...

8. Republié dans la *Revue internationale* n° 21.

## Salut à socialisme ou Barbarie

(*Internationalisme* n° 43, juin / juillet 1949)

Le premier numéro d'une nouvelle revue révolutionnaire instituée *Socialisme ou Barbarie* vient de paraître en France.

Dans la situation sombre où se trouve actuellement le mouvement ouvrier en France aussi bien que dans le monde, situation de guerre, où les rares groupes révolutionnaires – expression de vie et de l'état de conscience de la classe prolétarienne – qui, grâce à un constant effort idéologique et une volonté farouche d'agir, subsistent encore s'amenuisant et faiblissant un peu plus chaque jour, situation où la presse révolutionnaire se réduit à quelques petits bulletins périodiques ronéotypés, la parution d'une nouvelle revue imprimée "*Organe de critique et d'orientation révolutionnaire*" constitue un événement d'importance que tout militant ne saurait que saluer et encourager.

Quelle que puisse être l'ampleur de nos divergences avec les positions de *Socialisme ou Barbarie* et quelle que puisse être à l'avenir l'évolution de cette revue, nous devons, sur la base des positions fondamentales et l'orientation générale présentes, exprimées dans ce premier numéro, considérer le groupe, dont la revue est l'organe, comme un groupe indiscutablement prolétarien et révolutionnaire. C'est-à-dire que nous saluons son existence et suivons avec intérêt et sympathie son effort et son activité ultérieurs. La sympathie révolutionnaire étant avec l'attention des positions politiques, nous entendons examiner sans parti pris, et avec le plus grand soin, les idées émises par *Socialisme et Barbarie*, les analyser au fur et à mesure de leur développement, en critiquer ce qui nous semblerait erroné et le cas échéant leur opposer les nôtres propres. Cela s'entend dans un but non d'une vaine polémique de dénigrement – chose hélas trop courante entre les groupes et qui nous répugne profondément – mais, si vive que puisse être parfois la discussion, exclusivement dans le but de confrontation et de clarification des positions.

*Socialisme ou Barbarie* est l'organe d'une tendance qui vient de rompre avec le parti trotskiste, la tendance

Chaulieu – Montal. C'est une tendance politique connue dans les milieux militants en France. Nous avons parlé de cette tendance à plusieurs reprises, et encore tout récemment<sup>1</sup>, et pas précisément dans des termes très tendres. Cela nécessite peut-être une explication supplémentaire de notre part.

Examinant le mouvement trotskiste en France et constatant qu'il se trouvait une fois de plus et pour la nième fois en état de crise, nous posions la question de savoir si cette crise avait une signification positive du point de vue de la formation révolutionnaire. Nous répondions catégoriquement non, et pour la raison suivante. Le trotskisme, qui fut une des réactions prolétariennes dans l'IC au cours des premières années de sa dégénérescence, n'a jamais dépassé sa position d'opposition malgré sa constitution formelle en parti organiquement séparé. En restant attaché aux PC – qu'il considère toujours comme partis ouvriers – où a triomphé le stalinisme, le trotskisme se rattache à ce dernier dont il est l'appendice. Il est lié idéologiquement au stalinisme et le suit comme son ombre. Toute l'activité du trotskisme depuis 15 ans le prouve. Depuis 1932-33 où il a soutenu la possibilité du triomphe de la révolution prolétarienne sous la direction stalinienne en Allemagne jusqu'à la participation à la guerre de 1939-45, à la résistance et la libération en passant par les fronts populaires, l'antifascisme et la participation à la guerre en Espagne, le trotskisme ne faisait rien d'autre que d'emboîter le pas du stalinisme. À la suite de ce dernier, le trotskisme a encore puissamment contribué à introduire dans le mouvement ouvrier les mœurs des méthodes d'organisation et des formes d'activités (bluff, intrigues, noyautage, insultes et manœuvres de toutes sortes) qui sont autant d'éléments actifs de corruption et de destruction de toute activité révolutionnaire. Cela ne veut pas dire que des ouvriers révolutionnaires, un peu éduqués, ne puissent se fourvoyer dans ses rangs. Au contraire, en tant

qu'organisation, en tant que milieu politique, le trotskisme, loin de favoriser la formation de la pensée révolutionnaire et partant des organismes (fractions et tendances) qui l'expriment, est le milieu organique de leur pourrissement. C'est là une règle générale valable pour toute organisation politique étrangère au prolétariat, s'appliquant au trotskisme comme au stalinisme et vérifiable dans l'expérience. Nous connaissons le trotskisme depuis 15 ans en crise perpétuelle, avec scissions et unification, suivies de scissions et de crises, mais nous ne connaissons pas d'exemples où celles-ci aient été suivies de la formation d'une tendance révolutionnaire véritable et viable. C'est que le trotskisme ne secrète pas en son sein le ferment révolutionnaire. Au contraire il l'annihile. Le ferment révolutionnaire a donc pour condition de son existence et développement la nécessité d'être hors des cadres organisationnels et idéologiques du trotskisme.

La construction de la tendance Chaulieu - Montal au sein de l'organisation trotskiste et précisément après que celle-ci ait trempé jusqu'aux cheveux dans la deuxième guerre impérialiste, la résistance et la libération nationale, ne pouvait pas nous inspirer, à juste raison, une grande confiance à son égard. Cette tendance s'est constituée sur la base de la théorie du collectivisme bureaucratique en URSS et en conséquence le rejet de toute défense de cette dernière. Mais quelle valeur pouvait avoir cette prise de position contre la défense de l'URSS qui s'accordait dans la pratique avec la cohabitation dans cette organisation dont le plus clair de l'activité résidait **concrètement** dans la défense du capitalisme d'État russe, et la participation à la guerre impérialiste ? Non seulement la tendance Chaulieu – Montal trouvait possible sa cohabitation dans cette organisation, participait activement, à tous les échelons, à cet activisme typique du trotskisme fait de bluff et de mystification, à toutes ses campagnes électorales, syndicales et surenchères. De plus, on ne pouvait pas ne pas être défavorablement impressionné par

1. *Internationalisme* n° 41, janvier 1949, article "Où en sommes-nous ?".

le comportement de cette tendance à l'intérieur de l'organisation, comportement fait de manœuvres, de combinaisons, de compromis douteux, visant davantage à s'emparer de la direction du parti qu'à œuvrer au développement de la conscience de ses militants. Les hésitations prolongées des tenants de la tendance à quitter l'organisation, acceptant encore, au dernier congrès (été 1948) de se faire élire au Comité Central, dénote à la fois leur inconséquence politique, leur illusion sur un redressement possible de l'organisation trotskiste, leur esprit manœuvrier et finalement leur incompréhension totale pour ce qui est des conditions organisationnelles et politiques indispensables à l'élaboration de la pensée et d'une orientation révolutionnaire.

Le jugement d'ensemble porté par nous sur cette tendance, dans un de nos récents numéros d'*Internationalisme*, aussi sévère qu'il fût, était absolument fondé. Nous devons toutefois porter un correctif concernant son caractère définitif. La tendance Chaulieu ne s'est pas liquidée, comme nous le pressentions, mais a trouvé la force, avec un très long retard certes, de rompre avec l'organisation trotskiste et de se constituer en groupe autonome. Malgré le lourd héritage qui pèse sur ce groupe, ce fait constitue une donnée nouvelle – ouvrant des possibilités à son évolution ultérieure. L'avenir seul nous dira dans quelle mesure il constitue un apport à la formation du nouveau mouvement révolutionnaire. Mais dès à présent on doit leur dire qu'ils ne sauraient s'acquitter de cette tâche qu'à la condition préalable de se débarrasser complètement et au plus vite des tares qu'il a héritées du trotskisme dont se ressent encore le premier numéro de leur revue.

Il n'est pas dans notre intention de faire aujourd'hui une analyse approfondie et détaillée des positions du groupe *Socialisme ou Barbarie*... Nous y reviendrons une prochaine fois. Nous nous bornerons aujourd'hui à constater, à la lecture de ce premier numéro, que ce groupe est en pleine évolution, et que ses positions ne sont rien moins que fixées. Cela d'ailleurs ne saurait être retenu comme un reproche à son adresse ; au contraire. Ce groupe semble plutôt tendre à se dégager de sa position fixe d'une troisième classe : la bureaucratie, et de la double antithèse historique du capitalisme : le socialis-

me et le collectivisme bureaucratique. Cette position qui fut autrefois son unique raison d'être en tant que tendance, constituait en même temps une impasse, aussi bien dans le domaine de la recherche théorique que dans celui de l'action révolutionnaire pratique. C'est parce qu'il semble aujourd'hui abandonner, quoique partiellement et d'une façon confuse, cette conception d'une opposition entre l'étatisme et le capitalisme, et considérer l'étatisation plutôt comme une tendance inhérente au capitalisme dans la période présente, que ce groupe parvient à saisir correctement le problème du mouvement syndical présent de son intégration nécessaire à l'appareil d'État.

Signalons une étude extrêmement intéressante d'A. Carrier, sur le cartel des Syndicats autonomes où par sa plume, le groupe *Socialisme ou Barbarie* exprime pour la première fois "notre position sur la caractère historiquement révolu du syndicalisme comme arme prolétarienne contre le régime d'exploitation".

Cependant on serait quelque peu surpris d'apprendre, après une aussi nette déclaration sur le caractère révolu du syndicalisme, que cette position ne nous (*Socialisme ou Barbarie*) amène pas au refus de participation à toute vie syndicale. La raison de cette attitude pratique en contradiction de toute analyse faite du mouvement syndical est aussi formulée : "*Nous allons où sont les ouvriers, non seulement parce qu'ils y sont, mais parce que là ils luttent avec plus ou moins d'efficacité, contre toutes les formes d'exploitation*". Par ailleurs, on justifie la participation aux syndicats par : "*Nous ne nous désintéressons pas des questions revendicatives. Nous sommes convaincus qu'il existe en toute circonstance des mots d'ordre revendicatifs corrects qui, sans résoudre le problème de l'exploitation, assurent la défense des intérêts matériels élémentaires de la classe, défense qu'il faut organiser quotidiennement face aux attaques quotidiennes du capitalisme*". Et cela après avoir chiffré à l'appui démontré que : "*Le capitalisme est arrivé au point où il ne peut guère plus rien donner, où il ne peut que reprendre. Non seulement toute réforme est impossible, mais le niveau même de misère ne peut être maintenu*". **Dès lors la signification du programme change.**

Toute cette étude sur "Le cartel d'unité d'action syndical" par ailleurs extrêmement intéressante, est en plus d'une analyse valable du syndicalisme dans la période présente, une manifestation encore plus saisissante de l'état de contradiction dans laquelle se trouve le groupe *Socialisme ou Barbarie*. L'analyse objective de l'évolution du capitalisme moderne vers l'étatisation de l'économie et des organisations économiques des ouvriers (analyse qui est celle des groupes dits ultragauche, et dont nous sommes) se complète avec la vieille traditionnelle attitude subjective de participation et d'action dans les organisations syndicales, attitude héritée du trotskisme et de laquelle on n'est pas encore bien dégagé.

Une bonne partie de ce numéro de *Socialisme ou Barbarie* est consacré à la polémique contre le PCI (trotskiste). Cela se comprend fort bien. La sortie d'une organisation politique, à laquelle tout un passé de militant et de convictions se rattache, ne se fait pas sans certaine crise d'ordre affectif, et sans certaines récriminations personnelles, tout cela est dans l'ordre des choses. Mais cette fois nous assistons à une polémique et à un ton de polémique hors de proportion et hors de mesure.

Nous pensons à cet article de Chaulieu : "Les bouches inutiles" ; il s'agit de laver un membre du groupe, Lefort, des accusations portées contre lui par *La Vérité*. On comprend très bien quelle vive indignation a dû provoquer cette sorte "d'accusation" pleine de sous-entendus hypocrites et allusions malveillantes. Mais Chaulieu n'est pas parvenu à garder un certain niveau et, dans sa réplique, il ne fait que se plaire dans une regrettable grossièreté et vulgarité. Les jeux de mots sur les initiales de Pierre Frank sont juste dignes d'un galopin de lycée, et n'ont vraiment pas de place dans une revue révolutionnaire. Une fois de plus, nous sommes ici en présence d'une manifestation qui empeste depuis des années la vie du mouvement ouvrier. La reconstitution d'un nouveau mouvement révolutionnaire a aussi pour condition la libération de cette tradition pestiférante importée avec le stalinisme, et entretenue, entre autre, avec le trotskisme. On n'insistera jamais assez sur l'importance de cet aspect "moral" qui est un des fondements d'un travail révolutionnaire dans l'immédiat et dans l'avenir. C'est pourquoi nous étions

si désagréablement impressionnés de trouver cette polémique malodorante s'étaler dans les colonnes du premier numéro de *Socialisme ou Barbarie*. Remarquons que, pris dans le feu de la polémique, Chaulieu et ses amis ont oublié de répondre à une des questions de fond, qui a fait éclore cette polémique, à savoir la possibilité de poursuivre la recherche des problèmes révolutionnaires à travers n'importe quelle revue, qui veut bien vous offrir ses colonnes.

Nous avons dans *Internationalisme* abordé déjà cette question et la conclusion à laquelle nous sommes arrivés est négative. Il existe aujourd'hui un problème angoissant d'absence de moyens d'expression de la pensée révolutionnaire. Chaque militant révolutionnaire pensant éprouve ce sentiment d'étouffement et ressent cette nécessité de briser avec l'imposition du silence auquel il est condamné. Mais au-delà d'un problème subjectif, c'est un problème politique en relation avec la situation. Il ne s'agit pas de se soulager en déposant ses pensées n'importe où, mais faire de sa pensée une arme efficace de la lutte de la classe prolétarienne. Lefort, Chaulieu et leurs amis se sont-ils demandés quel est le résultat d'une collaboration à des revues littéraires philosophiques ; genre *Les Temps Modernes* de Sartre ? Non seulement celle-ci ne peut produire que de l'élucubration révolutionnaire mais encore une telle collaboration accrédite les militants d'une revue, un courant idéologique face auquel la plus grande réserve politique et idéologique est nécessaire. Au lieu de clarifier en distinguant les courants, on ne fait qu'augmenter la confusion. Il faut soi-même ne rien comprendre au problème des conditions de la recherche révolutionnaire pour faire de Sartre et de sa revue, dont l'application politique de sa philosophie se fait au niveau du RDR<sup>2</sup>, le lieu et le milieu de la discussion sur le rôle joué par Trotski et le trotskisme dans la dégénérescence de l'Internationale communiste. La recherche théorique révolutionnaire ne doit pas être sujet de conversation de salon, ni servir aux littérateurs de

"gauche" en mal de thèmes. Aussi pitoyables que soient les moyens d'expression du prolétariat révolutionnaire, c'est uniquement révolutionnaire, c'est uniquement dans ce cadre que se fait l'œuvre d'élaboration de la théorie de la classe. Travailler à améliorer, développer ces moyens d'expression est la seule voie pour le militant pour rendre sa pensée action efficace. Chercher à se servir des moyens d'expressions autres que ceux des organismes de sa classe dénote toujours une tendance intellectualiste et petite bourgeoise. Le fait que ce problème ait été complètement négligé dans la polémique faite par *Socialisme ou Barbarie* prouve qu'il n'a même pas été saisi, sans parler déjà de sa solution, et dans quel sens. Ceci aussi est à notre avis, très significatif.

Avant d'entreprendre l'examen critique des positions défendues par le groupe *Socialisme ou Barbarie*, nous croyons qu'il est nécessaire de s'arrêter un instant sur un autre point, qui est lui aussi, hautement caractéristique : la manière de se présenter de ce groupe. On aurait tort de considérer cet aspect comme une chose sans importance. L'idée qu'on a de soi-même et l'appréciation que l'on porte sur les autres groupes sont intimement liées aux conceptions générales que l'on professe. C'est souvent cet aspect qui apparaît comme le meilleur révélateur de la nature d'un groupe. Il est en tous les cas un terme indispensable permettant de saisir immédiatement et sur le vif la conception profonde d'un groupe.

Voici deux passages extraits de l'article de tête du premier numéro de la revue, article constituant en quelque sorte, le credo, la plate-forme politique du groupe.

Parlant du mouvement ouvrier actuel, et après avoir constaté la complète aliénation des masses aux idéologies anti-ouvrières, la revue écrit :

*"Seules semblent surnager, dans ce naufrage universel, des faibles organisations telles que la "4<sup>ème</sup> Internationale", les Fédérations anarchistes, et les quelques groupements dits "ultra-gauche" (Bordiguistes, Spartakistes, Communistes des Conseils). Organisations faibles, non pas à cause de leur maigreur numérique – qui en soit ne signifie rien, et n'est pas un critère – mais avant tout par leur manque de contenu politique et idéologique. Re-*

*lent du passé beaucoup plus qu'anticipation de l'avenir, ces organisations se sont trouvées absolument incapables déjà de comprendre le développement social du 20<sup>ème</sup> siècle et encore moins de s'orienter positivement face à celui-ci".*

Et après avoir énuméré la faiblesse du trotskisme et de l'anarchisme, l'article continue quelques lignes plus loin :

*"Enfin, les groupements "ultra-gauches" soit cultivent avec passion leurs déformations de chapelle comme les bordiguistes, allant parfois jusqu'à rendre le prolétariat responsable de leur propre piétinement et de leur incapacité, soit, comme les "Communistes des Conseils" se contentant de tirer de l'expérience du passé des recettes pour la cuisine "socialiste" de l'avenir" (...) "Malgré leurs prétentions délirantes, aussi bien la "4<sup>ème</sup> Internationale" que les anarchistes et les "ultra-gauches" ne sont en vérité que des souvenirs historiques, des croûtes minuscules sur les plaies de la classe, vouées au dépérissement sous la poussée de la peau neuve qui se prépare dans la profondeur des tissus" (Socialisme ou Barbarie, n°1 page 9).*

Voilà ce qui concerne les autres tendances et groupes existants. On comprend qu'après un jugement si sévère, une condamnation sans appel des autres, l'on se présente soi-même en ces termes :

*"En nous présentant aujourd'hui par le moyen de cette revue, devant l'avant-garde des ouvriers manuels et intellectuels, nous savons être les seuls à répondre d'une manière systématique aux problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire contemporain ; nous pensons être les seuls à répondre d'une manière systématique aux problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire contemporain ; nous pensons être les seuls à reprendre et à continuer l'analyse marxiste de l'économie moderne, à poser sur une base scientifique le problème du développement historique du mouvement ouvrier et sa signification, à définir le stalinisme et en général la bureaucratie "ouvrière", à caractériser la 3<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, à poser enfin de nouveau, en tenant compte des éléments originaux créés par notre époque, la perspective révolutionnaire. Dans des questions de telle en-*

2. Note du CCI : Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, éphémère parti français qui fut fondé dans l'après-guerre (fin 1947 – début 1948) entre autres par Jean-Paul Sartre et plusieurs trotskistes et sociaux-démocrates de gauche.

vergure, il ne peut s'agir ni d'orgueil, ni de modestie. Nous pensons que nous représentons la continuation vivante du marxisme dans le cadre de la société contemporaine. Dans ce sens nous n'avons nullement peur d'être confondus avec tous les éléments éditeurs de revues "marxistes" "clarificateurs" "hommes de bonne volonté", discuteurs et bavards de tout acabit. Si nous posons des problèmes, c'est que nous pensons pouvoir les résoudre" (souligné par nous).

Voilà un langage ou la prétention, la flatterie sans borne de soi n'a d'égal que l'ignorance dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne le mouvement révolutionnaire, les groupes et tendances, leurs travaux et leurs luttes théoriques dans ces dernières 30 années. L'ignorance explique bien des choses mais elle ne saurait justifier et encore moins servir de titre de gloire.

À quel titre le groupe *Socialisme ou Barbarie* s'autorise-t-il à parler, avec une telle désinvolture, du passé récent du mouvement révolutionnaire, de ses luttes internes, et des groupes, dont le seul tort est d'avoir posé avec quelque dix ou vingt ans d'avance, les problèmes que dans son ignorance il croit avoir découvert aujourd'hui. Le fait d'être venu à la vie politique tout récemment au cours des années de la guerre, et encore au travers de l'organisation politiquement corrompue du trotskisme, dans le borbier duquel il a pataugé jusqu'en 1949, ne saurait être invoqué comme certificat d'honneur, comme garantie de maturité politique. L'arrogance du ton est un témoignage de plus de l'ignorance facilement contestable de ce groupe, qui ne s'est pas encore suffisamment libéré du mode de pensée et de discussion du trotskisme. Car s'il en était autrement,

on s'apercevrait facilement que les idées qu'il énonce aujourd'hui, et qu'il considère comme son œuvre originale, ne sont pour la plupart qu'une reproduction plus ou moins heureuse des idées émises par les courants de gauche de la 3<sup>ème</sup> Internationale (Opposition ouvrière russe, Spartakistes d'Allemagne, Communistes de Conseils en Hollande, la Gauche Communiste d'Italie) depuis et au cours des vingt-cinq dernières années.

Si au lieu de se contenter de bribes de connaissance, et souvent d'ouï-dire, le groupe *Socialisme ou Barbarie* s'était donné la peine d'étudier plus à fond les documents nombreux, mais difficiles à retrouver, de ces courants de gauche, il aurait peut-être perdu de sa prétention à l'originalité, mais aurait assurément gagné en profondeur.

## Les avancées et les reculs de la lutte de classe (suite de la page 14)

l'instant, réalisés. La Gauche communiste reste largement isolée et désunie ; chez les anarchistes, où certains nouveaux développements intéressants commençaient à avoir lieu, la recherche de positions de classe a été sapée par l'influence de la politique identitaire et même du nationalisme. Dans un troisième article de cette série, nous analyserons plus en détail l'évolution du camp politique prolétarien et de son environnement depuis 1968.

Mais si Mai 68 nous enseigne quelque chose, il montre que la classe ouvrière peut se relever de nouveau des pires des défaites, resurgir des plus profondes retraites. Les moments de révolte prolétarienne qui ont eu lieu en dépit de la menace qui grandit de décomposition capitaliste révèlent la possibilité que surgissent de nouveaux mouvements, qui, en retrouvant la perspective de la révolution, peuvent déjouer les multiples dangers que la décomposition fait peser sur le futur

de l'espèce.

Ces dangers – l'expansion du chaos militaire, de la catastrophe écologique, de la famine et des maladies à une échelle sans précédent – prouvent que la révolution est plus que jamais une nécessité pour l'espèce humaine. Le déclin du capitalisme et la décomposition amplifient certainement la menace que la base objective d'une nouvelle société puisse être définitivement détruite si la décomposition avance au-delà d'un certain point. Mais même dans sa dernière phase, le capitalisme produit encore les forces qui peuvent être employées pour le renverser – dans les termes du *Manifeste Communiste* de 1848, "ce que produit, par-dessus tout, la bourgeoisie, c'est son propre fossoyeur". Le capitalisme, ses moyens de production et de communication sont plus globaux que jamais – mais ainsi le prolétariat est plus international, plus capable de communiquer en son sein à l'échelle mondiale.

Le capitalisme est devenu beaucoup plus avancé au niveau technologique – mais il doit donc éduquer le prolétariat pour l'utilisation de sa science et de sa technologie qui peuvent être employées pour les besoins des hommes dans une future société plutôt que pour le profit. Ce prolétariat plus éduqué, plus concerné internationalement a sans cesse fait son apparition dans les mouvements sociaux récents, surtout dans les pays centraux du système, et jouera certainement un rôle clef dans toute future résurgence de la lutte de classe, comme le feront les nouvelles armées prolétarienne créées par la croissance vertigineuse mais malade du capitalisme en Asie et dans les autres régions préalablement "sous-développées". Nous n'avons pas vu la fin ni l'enterrement de l'esprit de mai 68.

Amos, juin 2018

## Mai 68 a-t-il vraiment signifié la fin de près d'un demi-siècle de contre-révolution ? (suite de la page 24)

tive d'une nouvelle société puisse être définitivement détruite si la décomposition avance au-delà d'un certain point. Mais même dans sa dernière phase, le capitalisme produit encore les forces qui peuvent être employées pour le renverser – dans les termes du *Manifeste Communiste* de 1848, "ce que produit, par-dessus tout, la bourgeoisie, c'est son propre fossoyeur".

Ainsi, avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décomposition, même si celle-ci s'accompagne de difficultés renforcées pour le prolétariat, rien n'indique que celui-ci ait subi une défaite aux conséquences irréversibles et de ce fait qu'il consentira à tous les sacrifices, tant ceux demandés concernant les conditions de travail, que ceux qu'implique l'embrigadement dans la guerre impérialiste.

Nous ne savons pas quand, ni avec quelle ampleur se produiront les prochaines manifestations de telles potentialités du prolétariat. Ce que nous savons par contre c'est que l'intervention déterminée et appropriée de la minorité révolutionnaire conditionne dès aujourd'hui le renforcement futur de la lutte de classe.

Silvio (juillet 2018)

## SOUSCRIPTION PERMANENTE DE SOUTIEN A LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE



L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre presse et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants et aux souscriptions de ses sympathisants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Abonnements (tous les prix sont en Euros)	ZONES POSTALES				
	France	Belgique	Europe	Monde	Monde Par avion
Révolution Internationale (11 n°s)	18,50			20,50	21,50
Revue Internationale (4 n°s)	18,50	18,50		18,50	18,50
Internationalisme (11 n°s)		13,00	17,50	18,60	24,80
<b>ABONNEMENTS COUPLÉS</b>					
Révolution Internationale / Revue Internationale	35			38	38
Internationalisme / Revue Internationale		28,00	32,25	33,50	44,65
<b>ABONNEMENTS DIFFUSEURS</b>					
	France		Belgique		
Journal seul (RI ou Internationalisme)	45,00 (3 n°s) 73,00 (5 n°s)		0,65 par n° supplémentaire		
Revue Internationale	31,00 (2 n°s) 45,00 (3 n°s)		2,50 par n° supplémentaire		
<b>ABONNEMENTS DE SOUTIEN</b>					
	France		Belgique		
Internationalisme OU Revue Internationale			24,80		
Internationalisme ET Revue Internationale			50,00		
Paiement en France	RI – CCP523544Y – Rouen à l'adresse : Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont, 75018 Paris				
Paiement en Belgique	Internationalisme, BP 94, 2600, Berchem BELGIQUE				

## LISEZ NOS LIVRES ET BROCHURES

Dans la série "Contributions à une histoire  
du mouvement révolutionnaire"

### LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

### LA GAUCHE HOLLANDAISE

### LA GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

#### BROCHURES

##### Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(€2,5 + frais d'envoi :

France €1,5 / Etranger €3).

##### La décadence du capitalisme

(€2,5 + €1,5 / €3)

##### Les syndicats contre

la classe ouvrière (€2,5 + €1,5 / €3)

##### Nation ou classe (€2,5 + €1,5 / €3)

##### Le trotskisme contre

la classe ouvrière (€4,5 + €1,5 / €3)

##### Organisation communiste et conscience de classe

(€4 + €1,5 / €3)

##### L'Etat dans la période

de transition (€3 + €1,5 / €3)

##### Guerre du Golfe (€2,5 + €1,5 / €3)

##### La Gauche communiste d'Italie

(€8 + €3,5 / €5)

##### La Gauche hollandaise

(€12 + €3,5 / €5)

##### La Gauche communiste de France

(€6,5 + €1,5 / €3)

##### L'effondrement du stalinisme

(€3 + €1,5 / €3)

##### La Révolution russe (€2,5 + €1,5 / €3)

##### Bilan de la lutte des infirmières

Octobre 1988 (€3 + €1,5 / €3)

##### Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,  
une défaite pour la classe ouvrière  
(€3 + €1,5 / €3)

##### Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (€4,5 + €1,5 / €3)

##### Comment le PCF est passé au service du capital (€3 + €1,5 / €3)

##### La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (€3 + €1,5 / €3)

##### Les élections:

un piège pour la classe ouvrière  
(€2 + €1,5 / €3)

##### Le communisme n'est pas un bel idéal (€3 + €1,5 / €3)

##### Octobre 1917 début de la révolution mondiale (€3,5 + €1,5 / €3)

**N° 155 Été 2015**

**Éditorial**

*Naissance de la démocratie totalitaire*

**La propagande pendant la Première Guerre mondiale**

*Première Guerre mondiale, conférence de Zimmerwald*

**Les courants centristes dans les organisations politiques du prolétariat**

*Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique du Sud*

**De la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 1970**

---

**N° 157 Été 2016**

**Présentation de la Revue**

*Brexit, Trump*

**Des revers pour la bourgeoisie qui ne présagent rien de bon pour le prolétariat**

**Contribution sur le problème du populisme**

*Conférence des sections du CCI en Allemagne, Suisse et Suède*

**La situation en Allemagne**

*Il y a cents ans l'insurrection de Pâques à Dublin*

**L'insurrection de Dublin en 1916 et la question nationale**

---

**N° 159 Deuxième semestre 2017**

**Présentation de la Revue**

**Catalogne, Espagne**

**Les prolétaires n'ont pas de patrie !**

**Les États-Unis au cœur du chaos grandissant du capitalisme en décomposition**

**Manifeste sur la révolution d'Octobre 1917 en Russie**

*22ème congrès du CCI*

**Résolution sur la lutte de classe internationale**

**N° 156 Hiver 2015**

*40 ans après la fondation du CCI*

**Quel bilan et quelles perspectives pour notre activité ?**

*Rapport sur le rôle du CCI en tant que "Fraction"*

**La notion de Fraction dans l'histoire du mouvement ouvrier**

**Résolution sur la situation internationale**

**Rapport sur la lutte de classe**

---

**N° 158 Premier semestre 2017**

**Russie 1917**

**et mémoire révolutionnaire de la classe ouvrière**

**L'élection de Trump**

**et le délitement de l'ordre capitaliste mondial**

*Le communisme est à l'ordre du jour de l'histoire*

**Les années 1950 et 60 :**

**Damen, Bordiga et la passion du communisme**

*Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique du Sud*

**Du mouvement de Soweto en 1976**

**à l'arrivée au pouvoir de l'ANC en 1993**

---

**N° 160 Premier semestre 2018**

**Présentation de la Revue**

**Moyen-Orient :**

**Le capitalisme est de plus en plus une menace pour l'humanité**

**Cinquante ans depuis Mai 1968**

**L'enfoncement dans la crise économique**

**Rapport sur les tensions impérialistes (Novembre 2017)**

**La bourgeoisie mondiale contre la révolution d'Octobre 1917**

**Emma Goldman et la Révolution russe :**

**Réponse tardive à une anarchiste révolutionnaire**

## NOS POSITIONS

• Depuis la 1<sup>re</sup> guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative à ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec les conditions données par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place sur l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "*ouvriers*", "*socialistes*", "*communistes*" (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de

l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des Conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les Conseils ouvriers ne signifie ni "*auto-gestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-1852), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-1872, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-1928), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-1930 de la 3<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les Gauches allemande, hollandaise et italienne.

### Pour écrire au C.C.I.

*Aux adresses suivantes  
en fonction du pays*

**Espagne, France, Brésil**  
Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont  
75018 Paris,

**Mexico, Venezuela, Pérou, Equateur**  
Apartado Postal 15-024, C.P 02600,  
Distrito Federal, Mexico, Mexique

**Belgique, Hollande**  
PB 102, 2018 Antwerpen (Centraal  
Station) Belgique-België

**Grande-Bretagne, Australie, Etats-Unis**  
BM Box 869,  
LONDON WC1 N 3 XX  
Grande-Bretagne

**Inde, Philippines**  
POB 25, NIT, Faridabad, 121001,  
Haryana, Inde

**Italie**  
CP 469, 80100 NAPOLI, Italie

**Allemagne, Suisse, Suède, Turquie**  
Internationale Revue  
Postfach 2124  
CH-8021 Zurich, Suisse